

TerRa

Terrorism and Radicalisation



Prevention, De-radicalisation & Citizenship

Co-funded by the Prevention of and Fight against Crime Programme
of the European Union

Approche factuelle et conseils politiques

Compte-rendu

Juillet 2016

Holly Young

Magda Rooze

Jonathan Russell

Julia Ebner

Norah Schulten

Table des matières

Synthèse	Fout! Bladwijzer niet gedefinieerd.
Introduction	6
Contexte	6
Explication des objectifs	6
Methodologie	7
Structure.....	8
Analyse littéraire	Fout! Bladwijzer niet gedefinieerd.
Nouveaux modeles	Fout! Bladwijzer niet gedefinieerd.
Prévention	9
Approche	11
Réhabilitation, Réintégration and Deradicalisation	14
TERRA's Site Visits	Fout! Bladwijzer niet gedefinieerd.
Programmes "Exit" et "Hayat"	16
La méthode "Aarhus"	Fout! Bladwijzer niet gedefinieerd.
La méthode "Prevent"	Fout! Bladwijzer niet gedefinieerd.
La politique d'intégration Néerlandaise	Fout! Bladwijzer niet gedefinieerd.
Observation factuelle et conseils	41
Adapter les politiques de lutte conte l'extremisme au contexte actuel	41
Plan détaillé de TERRA.....	44
Conclusion	48
Bibliographie	Fout! Bladwijzer niet gedefinieerd.

Synthèse

Ce rapport vise à apporter des réponses aux questions soulevées par la lutte contre l'extrémisme et à mieux comprendre les mesures politiques qui ont été prises en Europe pour y faire face.

Après avoir menées certaines recherches sur le sujet, nous avons identifiés quatre méthodes mises en œuvre dans différents pays d'Europe. Voici donc ce qui a servi de base à l'écriture de ce rapport : La politique d'intégration Néerlandaise, la politique de prévention Britannique appelée « Prevent », le modèle Danois appelé « Aarhus » et le programme « Hayat » créé en Allemagne.

Nous avons analysés ces quatre remarquables programmes pour ensuite en faire un plan détaillé et simplifié capable de s'adapter au paysage des politiques européennes actuelles.

Avant d'atteindre ce résultat, nous avons effectués certaines recherches littéraires, voyagés dans différents pays européens, interviewés des experts et fait l'expérience de ces méthodes pour enfin pouvoir en tirer le meilleur et vous l'exposer.

Le plan détaillé des quatre méthodes font ressortir les éléments clés de leur succès et les rendent compatibles et applicables dans d'autres pays quel que soit leur politique, culture et contexte démographique.

Cette approche factuelle, a permis de développer des lignes directives pour un meilleur encadrement des mesures actuelles contre l'extrémisme ainsi que

des conseils concrets pour développer une approche globale du problème.

Ce qui suit est une liste générale de ces lignes directives qui ont servies de conclusion à nos recherches. Ces principes représentent des conseils en relation avec les points suivants : Stratégie, structure, partenaires fondamentaux et tactiques (qui représentent des facteurs essentiels lorsqu'on souhaite préparer une politique contre l'extrémisme).

Stratégie

- Etablir une approche globale
- Attaquer l'extrémisme à la source
- Faciliter la coopération entre les organisations
- Faire le lien entre la lutte contre l'extrémisme en ligne et hors-ligne
- Apporter son soutien aux organisations
- Garantir la transparence, la responsabilité et les droits de l'Homme.
- Communiquer les réussites

Structure

- Depolitiser
- Desécuriser
- Localiser
- Internationaliser

Partenaires clés

- Construire des partenariats entre les secteurs public et privé
- Responsabiliser les spécialistes et les familles
- Encourager les initiatives menées par les jeunes générations

Tactiques

- Tirer des leçons des pratiques étrangères

- Innover en se basant sur les faits
- Rester flexible et proactif

Ces principes généraux devraient former la base de tout projet contre l'extrémisme.

Ce qui suit est une vision globale du plan détaillé que nous avons élaborés à partir des quatre piliers que représentent les initiatives étrangères évoquées: Une politique d'intégration nationale et de cohésion sociale, une stratégie de prévention et d'intervention anticipée, une approche basée sur la réintégration sociale et la dé radicalisation, des programmes de réhabilitation et de réintégration.

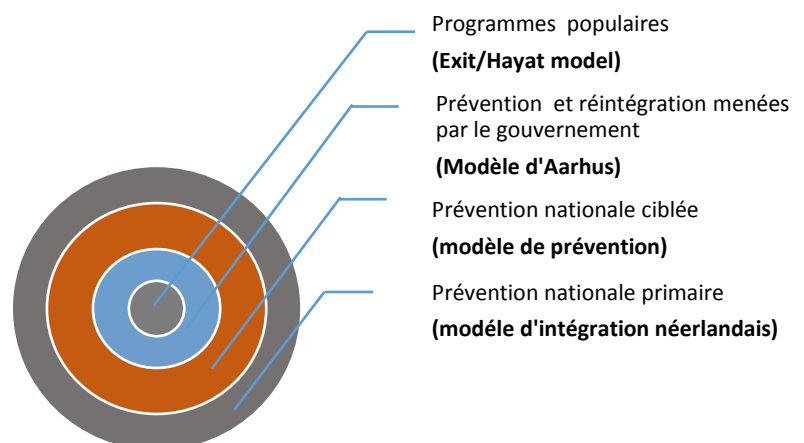
- 1.) Une politique d'intégration et de cohésion efficace, peut empêcher l'aliénation sociale des immigrés et encourager un contexte social positif et donc capable de résister à l'influence des groupes radicaux.
- 2.) Une politique nationale de prévention et d'intervention anticipée peut dissuader les personnes vulnérables d'être radicalisées et permettre l'identification et l'arrêt du processus.
- 3.) Une stratégie locale qui empêche les personnes vulnérables de rejoindre des réseaux extrémistes et qui favorise leur dé
- 4.) radicalisation et leur réinsertion sociale peut se révéler extrêmement efficace.

- 5.) Les organismes locaux peuvent coopérer étroitement avec les familles touchées par le problème et leur offrir une aide pratique et psychologique.

Les éléments qui complètent notre approche sont représentés dans le schéma qui suit.

Nous croyons que les conseils tirés des observations détaillées dans ce compte-rendu peuvent servir de base au développement d'une approche globale et cohérente face à la lutte contre l'extrémisme en Europe. Cette approche est suffisamment globale pour que chaque pays puisse l'adapter aux contextes locaux et elle peut servir de feuille de route stratégique aux responsables politiques.

Alors que nous avons concentrés notre travail sur la potentielle influence de programmes complets, les recherches futures pourraient se consacrer à l'analyse d'éléments particuliers des quatre programmes pour les personnaliser au contexte spécifique propre à chaque pays.



Introduction

Contexte

Les attaques ayant eues lieux à Paris et à Bruxelles ont clairement démontrées que nous ne pouvons plus nous permettre d'avoir une approche fragmentaire de la lutte contre l'extrémisme au sein de l'Union Européenne. Nous devons agir rapidement et avec rigueur pour trouver des solutions aux problèmes grandissant de l'islamisme et des mouvements radicaux d'extrême-droite. Durant la dernière décennie, les efforts de lutte contre l'extrémisme se sont multipliés, les erreurs se sont succédé et l'adoption de politiques efficaces a tardée parce que les gouvernements n'ont pas pris le temps d'observer toutes les initiatives qui ont été menées au-delà de leurs frontières.

Ainsi, de nombreux pays peinent à trouver des solutions face à la montée de l'extrémisme. Les systèmes de référencement démontrent que les Etats tardent à adopter des politiques de lutte contre l'extrémisme qui se sont avérées efficaces dans d'autres pays de l'UE durant des années, voire des décennies : le système de référence « Channel » de la Grande-Bretagne existe depuis 2007. Ce n'est qu'en 2014 que la France a décidé de créer un centre de conseils et un service d'assistance téléphonique¹, les Hollandais ont lancés la leur en 2015², et la Belgique est en voie d'en créer une³.

Afin de lutter efficacement contre la menace croissante du terrorisme tous les gouvernements européens doivent être sur la même longueur d'ondes lorsqu'il s'agit d'observer ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas à cet égard. Il est crucial que les responsables politiques cessent d'investir temps et argent dans des solutions inutiles, alors qu'il existe déjà de bonnes pratiques à travers l'Europe qui peuvent leur servir d'exemple à suivre. La Grande-Bretagne a développé la stratégie gouvernementale la plus complète en la matière dans le monde et les Hollandais sont considérés comme ayant l'une des meilleures politiques d'intégration qui soit. Ainsi, il y a déjà beaucoup de grands projets qui ont été mis en œuvre chez nos voisins européens dont on pourrait s'inspirer.

Les objectifs de notre recherche

TERRA II est un projet européen, financé par la Direction Générale des Affaires intérieures qui s'est réalisé entre Août 2014 et Août 2016. Il s'agit d'un projet dans la même lignée que TERRA I (2012 -2014, également financé par la Direction Générale des Affaires intérieures de

¹ Ministère de l'Intérieur (2014): 'Lancement d'une plateforme d'assistance aux familles et de prévention de radicalisation violente', 2014, <http://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-des-actualites/2014/Dispositif-de-lutte-contre-les-filieres-djihadistes>.

² New York Times (2015): 'Fear of Youth Radicalization Leads to New Helpline', 5 January 2015, <http://www.nytimes.nl/2015/01/05/fear-youth-radicalization-leads-new-helpline/>.

³ RTL (2016): 'Nous avons testé le numéro vert anti-radicalisation créé pour les prof: les choses sont loin d'être au point', 22 January 2016, <http://www.rtl.be/info/belgique/societe/nous-avons-teste-le-numero-vert-anti-radicalisation-cree-pour-les-profs-les-choses-sont-loin-d-etre-au-point-788560.aspx>.

la commission européenne), qui a permis la création du guide de TERRA ; une ressource européenne pour le travail de première ligne concernant les populations potentiellement vulnérables à la radicalisation.

TERRA II repose sur trois piliers. Tout d'abord, un manuel visant à former les formateurs, a été mis à disposition de l'Espagne, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, pour que les connaissances réunies dans le guide de TERRA soient diffusées chez les travailleurs de première ligne qui pourront l'utiliser au quotidien dans le cadre de leur fonction. Ensuite, un programme d'instruction civique a été développé et transmis aux élèves des écoles secondaires aux Pays-Bas, afin de stimuler leur connaissances en matière de citoyenneté et les sensibilisés à l'aspect démocratique essentiel des divergences d'opinions. Enfin, des conseils pratiques ont été développés pour aider les responsables politiques face à la complexité du contexte source de la radicalisation.

Les conseils de TERRA sont basés sur deux éléments. Premièrement, l'analyse documentaire de TERRA a été mise à jour et adaptée aux questions de radicalisation les plus urgentes auxquelles les responsables politiques sont actuellement confrontés. Deuxièmement, les quatre pratiques abordées ont été reconnues comme les meilleures à l'issue de l'évaluation des besoins menées par l'organisation en Mars 2015.

Au cours de nos recherches, nous avons demandé à des responsables politiques, des professionnels, des victimes du terrorisme et d'anciens radicaux de nous donner des exemples de technique de prévention et de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme en Europe. Les réponses des participants à l'évaluation nous ont permis d'identifier ces quatre bonnes pratiques suivantes - le modèle d'Aarhus au Danemark, la stratégie de prévention du Royaume-Uni (« Prevent »), la stratégie d'intégration en place aux Pays-Bas et les programmes « Exit » et « Hayat » créés en Allemagne.

En se basant sur ces résultats, TERRA en a développé une approche théorique et pratique. Le but de cette analyse était de mieux comprendre leur perspective, leurs méthodes de travail et ce qui explique leur efficacité. Le but étant d'obtenir un plan détaillé de leur structuration pour en faire une conception de base qui pourrait servir à d'autres pays européens.

Méthodologie

L'analyse documentaire était basée sur des éléments littéraires, une collecte d'articles académique, des documents publiés par les organismes en question et des documents relatifs aux politiques précédemment explicitées. Une recherche documentaire préliminaire a été effectuée au sein de la bibliothèque Cogis, afin de trouver les noms des différents programmes et de leurs représentants. Les chercheurs du groupe TERRA ont sélectionnés et étudiés les documents utiles à leur compréhension ; c'est ainsi qu'ils ont pu en tirer une description détaillée.

Ensuite, la recherche sur le terrain a commencée : pour chaque projet, un chercheur de TERRA devait procéder à une visite sur les lieux et réaliser des entretiens avec des professionnels engagés dans sa réalisation. Nous avons interrogés les responsables et conseillers politiques au sujet des quatre pratiques. Au cours de nos visites sur les sites d'Aarhus, de « Prevent », d'« Exit » et de « Hayat » nous avons également tenu à nous entretenir avec des personnes directement impliquées dans la réalisation de ces programmes. A Berlin, nous avons interviewé un bénéficiaire du programme « Exit ». Ceux qui bénéficient du programme Hayat n'ont pu être interviewés car jugés trop vulnérables ou à risques.

Les personnes interrogées nous ont donnés des renseignements précieux sur le déroulement des programmes au quotidien, les obstacles potentiels à la réussite de leur mise en œuvre, l'impact souhaité, l'impact réel, et le besoin d'optimisation de leur fonctionnement.

Structure

Ce document comporte trois sections principales:

1. **Une approche globale de la littérature:** Cette partie offre un aperçu des discussions et des résultats académiques récents sur le thème de la radicalisation et de l'extrémisme. Elle est l'épine dorsale théorique de nos conseils.
2. **Un compte-rendu de nos visites:** Cette partie est une description et une analyse des éléments essentiels de ces quatre programmes, d'autres informations importantes pour leur introduction et leur mise en place dans d'autres pays européens, ainsi qu'une description des profils du personnel impliqués dans leur réalisation.
3. **Des découvertes essentielles et des conseils stratégiques.** Cette partie résume les découvertes essentielles et donne le détail des recommandations basées sur notre recherche documentaire, notre expérience et nos visites sur place. Elle développe également des conseils concernant les quatre bonnes pratiques sélectionnées et ce que leur complémentarité pourrait apporter à la lutte contre la radicalisation.

Notre objectif est d'adapter l'expertise de ces quatre bonnes pratiques en un format accessible et innovant qui inspirera des tendances nouvelles et efficaces, et qui permettra une nouvelle approche préventive au sein l'Europe.

Analyse littéraire

Cette analyse littéraire se base sur les écrits les plus récents en la matière. Notamment sur la première recherche littéraire dirigée par TERRA en 2013. Les conclusions de cette nouvelle analyse sont résumées ci-dessous. Si vous souhaitez avoir accès à la version complète (la précédente et la nouvelle) ainsi qu'à la bibliographie vous pouvez vous rendre sur le site www.terratoolkit.eu.

Nous avons menés cette analyse dans le but d'en tirer des idées concluantes sur la radicalisation d'un point de vue national. Elle visait à répondre à trois questions clés:

- Y-a-t-il de nouveaux exemples de radicalisations qui permettraient aux responsables politiques de mieux comprendre les détails du processus ?
- Les nouveaux écrits littéraires ont-ils de nouvelles informations utiles à la lutte contre la radicalisation qui mériteraient notre attention ?
- A l'inverse, certaines œuvres influenceraient-elles à se radicaliser et devraient donc être analysées et ajustées ?

Les conclusions sont imparties en quatre points principaux : la prévention, les approches, la réhabilitation et la réintégration.

Les nouveaux modèles

Dans notre analyse publiée en 2013, nous nous sommes basés sur l'étude publiée par le professeur Fathali Moghaddam⁴ en 2005 appelée « Staircase to Terrorism » (les échelons du terrorisme), véritable socle du guide de TERRA. Notre nouvelle étude n'a débouché sur aucun autre modèle qui serait préférable à cette dernière. Cependant, elle nous a permis de prendre connaissance de la théorie de « Quest for Significance » (« La quête de l'importance ») explicitée dans une série d'articles écrits par le professeur Arie W. Kruglanski⁵ véritable complément de l'étude du professeur Moghaddam. Dans ce document, les auteurs décrivent les motivations potentielles qui pourraient conduire un individu à se radicaliser. Ils mettent l'accent sur le besoin humain de se sentir important- plus précisément d'avoir le sentiment que l'on « compte ». Plusieurs facteurs peuvent nous donner l'impression qu'on ne compte pas- particulièrement lorsqu'on est humilié, quelle que soit la forme que cette humiliation prenne ; par exemple, la discrimination (réelle ou ressentie). Selon eux, un groupe d'extrémistes, peut offrir ce sentiment en donnant à ses adeptes la possibilité de participer à quelque chose qui transcende leur valeur propre, et d'agir dans l'intérêt commun.

⁴ Moghaddam, F. M. (2005): 'The Staircase To Terrorism: A Psychological Exploration', *American Psychologist* Vol 60(2): 161-169

⁵ Dugas, M. and Kruglanski, A. (2014): 'The Quest for Significance Model of Radicalization: Implications for the Management of Terrorist Detainees' *Behavioral Sciences and the Law* 32: 423-439

Leurs exemples contiennent des enjeux utiles aux responsables politiques, notamment, lors de la mise en examen d'une personne reconnue coupable d'un acte terroriste.

Prévention

Stimuler la résistance à la radicalisation

Selon nous, la prévention est l'outil le plus précieux que les politiques européens doivent adopter. Stimuler la résistance à la radicalisation est un élément clé de la prévention. On peut l'appliquer de différentes manières, mais les pratiques européennes actuelles tendent à se focaliser sur la résistance individuelle. On peut effectivement le faire en trouvant des solutions à des problèmes spécifiques reconnus comme outils de radicalisation sur des personnes vulnérables- par exemple, les questions d'intégration ou d'identité, ou faire l'expérience de la discrimination (réelle ou perçue comme telle). Il est important d'être conscient que la psychopathologie n'est pas forcément un signe de vulnérabilité face à la radicalisation- en termes simplifiés, les gens qui se radicalisent ne sont pas nécessairement atteints de maladies psychologiques.

Conseils basés sur ces découvertes:

- Les programmes de prévention devraient être mis en œuvre, car ils offrent une approche durable et solide pour lutter contre la radicalisation à ses racines.
- Ces politiques et programmes devraient aborder et traiter les critères qui rendent certaines personnes plus susceptibles de se laisser influencer.
- Il est essentiel de garder en tête que radicalisation et problèmes psychologiques ne vont pas forcément de pairs. Les programmes de préventions primaires doivent avant tout porter sur les crises identitaires et les sentiments d'insécurité.
- Les programmes de prévention primaire (comme « Diamant » et « UCARE » - voir version longue pour plus de détails) pourraient renforcer la résistance de la globalité de la population ou des individus qui seraient susceptibles d'être radicalisés.
- D'autres recherches devraient être encouragées- en particulier sur les mécanismes sous-jacents de la radicalisation et sur les effets des programmes de prévention primaire.

Combattre la discrimination et répondre aux sentiments d'injustice

Selon les articles étudiés, faire l'expérience de la discrimination et en garder une frustration interne représente un facteur commun qui fait surface lors du processus de radicalisation d'un grand nombre de personnes. C'est pour cette raison que nous suggérons de suivre des programmes et des politiques qui combattent la discrimination et les sentiments d'injustice, et renforcent la cohésion sociale. En effet, certaines lois, qui semblaient pourtant bien intentionnés, étaient en fait restrictives et discriminatoire en elles-mêmes. Il est essentiel que les leaders politiques en prennent conscience.

Quelques conseils:

- La politique nationale doit avoir pour priorité de combattre la discrimination
- Les mesures politiques actuelles devraient viser à renforcer la cohésion sociale et non pas donner une connotation péjorative à certains groupes ethniques et/ou religieux.
- Les griefs personnels et politiques sont des aspects cruciaux qui rendent les gens plus vulnérables à la radicalisation. Les lois qui peuvent aggraver ces sentiments d'injustice doivent être évitées et les politiques qui y apportent une solution sont recommandées.
- En plus de prendre des initiatives sociales, les responsables politiques devraient, prendre conscience du fait qu'en catégorisant leurs cibles par le biais de termes représentants des citoyens de leur nation, ils contribuent à leur stigmatisation.

Une communication gouvernementale constructive.

Aujourd'hui plus que jamais, les gouvernements européens représentent des populations extrêmement diverses de par leur groupes ethniques et religieux. Le vocabulaire qu'ils emploient pour se référer à la population doit être choisi avec soin. Alors qu'avant cette diversité était considérée comme «dynamique» et célébrée en tant que tel, au cours des dernières années le lexique a changé, et certains communiqués laissent entendre que cette même population est suspecte et inquiétante. Ce champ de mines lexicale peut être contourné si l'on reste éloigné du modèle de multiculturalisme qui a dominé la politique européenne et que l'on se tourne d'avantage vers un modèle de culture unique soulignant les similitudes entre les différentes communautés au lieu d'accentuer leur différences.

Conseil politique:

- Le gouvernement doit être conscient de la façon dont il se réfère à la population et veiller à ce que les minorités ethniques et religieuses ne soient pas identifiées de façon péjorative, ou cataloguées comme suspectes, que cela soit explicite ou implicite.

Perspective

La version mise à jour de notre analyse a permis d'identifier deux courants récents de la pensée -qui étaient particulièrement pertinents- sur l'approche à adopter par rapport à la radicalisation. La première est une continuité de notre discours sur la lutte contre la discrimination – à l'exception faite que le facteur « attaque terroriste » est pris en compte.

Le cercle vicieux attaque-discrimination-radicalisation-terrorisme-attaque

Ces dernières années, une nouvelle forme de littérature a émergée. Elle identifie une tendance sociale qui peut être considérée comme un impact direct sur la radicalisation dans les pays européens. Nous avons déjà noté qu'un lien peut être établi entre l'expérience de la discrimination et la probabilité de la radicalisation. Récemment, plusieurs auteurs ont poussés l'idée plus loin en notant que le racisme et la discrimination augmentent après une

attaque terroriste. Cela nous amène à conclure qu'il existe un réel danger d'engrenage dans un cercle vicieux suite à une attaque terroriste. L'attaque intensifiera le racisme et la discrimination à l'égard des groupes d'immigrés. Subir cette discrimination engendrera à son tour une plus grande vulnérabilité face aux discours radicaux, entraînant ainsi une hausse des partisans de cette cause. Certains radicaux graviront ainsi les échelons du terrorisme comme l'exprime l'article du professeur Fathali Moghaddam publié en 2005. Ils multiplieront leurs attaques, engendreront plus de discriminations et rallieront plus de partisans à leur cause.

Lorsque la population est victime d'une attaque terroriste, elle s'attend à des initiatives de la part de ses dirigeants. Moghaddam et Breckenridge⁶ identifient un phénomène qui se produit lorsque la population reprend ses esprits : elle peut faire preuve de positivité en se mobilisant pour aider ses concitoyens dans le besoin et encourager un retour à la normalité. Ils l'appellent le phénomène de « la bulle post-tragédie ». Après quoi, Hegemann et Kahl⁷ décrivent un côté plus sombre auquel se rallient les gouvernements sous pression : Ils se hâtent à prendre des mesures ultra-sécuritaires peu judicieuses même si elles ne sont pas significatives de sécurité.

Pour cette raison, la réaction du gouvernement est cruciale:

- Le gouvernement peut anticiper des stratégies utiles pour tirer le meilleur parti de « la bulle post-tragédie »-qui mobilise énormément d'énergie et de volonté des citoyens à rétablir l'ordre et à aider les personnes touchées. Ceci n'accélère pas seulement le « retour à la normale » mais aide aussi à améliorer la cohésion sociale.
- Le cercle vicieux discrimination-radicalisation-attaque est une donnée importante à prendre en compte.
- Les lois qui visent à mettre un terme au cercle vicieux doivent viser les deux groupes qui encouragent la haine – Les groupes terroristes et les citoyens en colère.
- A la suite des attaques terroristes, les communiqués officiels devraient prendre la totalité des groupes qui en sont victimes, en compte
- Lorsque des groupes islamistes commettent des attaques il est crucial que les représentants musulmans les condamnent.
- Après une attaque terroriste, les autorités doivent être attentives aux actes discriminatoires, les dénoncer et les combattre publiquement.

Contenus extrémistes sur le net

Après cette analyse des cercles vicieux encourageant la radicalisation en Europe, une grande attention est portée sur l'étendue du matériel accessible sur le net. De nouvelles œuvres décrivent comment les groupes radicaux utilisent internet à des fins multiples allant de sensibiliser leurs lecteurs et auditeurs à leur cause ; à organiser des collectes de fonds et coordonner leurs attaques.

⁶ Moghaddam, F.M. and Breckenridge, J. (2011): 'The Post-Tragedy 'Opportunity-bubble' and the Prospect of Citizen Engagement', *Homeland Security Affairs*, <https://www.hsaj.org/articles/61>

⁷ Hegemann, H. and Kahl, M. (2015): 'Constructions of Effectiveness and the Rationalization of Counterterrorism Policy: The Case of Biometric Passports', *Studies in Conflict & Terrorism*, 38:3: 199-218

Plusieurs auteurs confirment que les processus de radicalisation peuvent avoir lieu sur le net – parfois même seulement sur le net. Cependant, les auteurs notent aussi la difficulté de s’attaquer au matériel virtuel, en raison de sa complexité et de son étendue. Même si le retrait d’un contenu extrémiste virtuel reste une priorité pour les autorités, un auteur⁸ développe une stratégie bien plus efficace pour y faire face selon laquelle il n’est pas plus important d’attaquer l’offre mais la demande. Pour ce faire, Neumann⁹ suggère au gouvernement d’agir en tant que médiateur, en dédiant des espaces de débats ouverts en ligne. Il s’agirait d’échanger des idées avec des experts qui ont une approche positive du débat, et qui s’opposent aux récits des extrémistes radicaux. Selon Neumann¹⁰, l’éducation est cruciale pour expliquer aux jeunes la façon dont des groupes radicaux se servent d’internet, leurs stratégies et leur apprendre à développer un esprit critique à cet égard. À plus court terme, il souligne que les forums radicaux en ligne peuvent servir de source d’informations aux agences de renseignements gouvernementales. Cette relation sensée entre la société et la technologie doit être encouragée.

Conseils politiques:

- Il faut être conscient du rôle que joue internet dans la radicalisation– il peut être utilisé comme outil de diffusion de contenus extrémistes, pour recruter et mobiliser des groupes terroristes.
- Il faut prendre des mesures à long-terme comme à court-terme pour lutter contre la radicalisation en ligne. Les mesures à court terme peuvent inclure l’utilisation de ces sites extrémistes pour surveiller leurs activités. Les mesures à long-terme peuvent inclure d’intégrer l’éducation sur l’extrémisme en ligne dans les programmes scolaires standard, et la promotion de forums de débats.
- Les lois et législations sur l’utilisation de contenu légal et illégal en ligne doivent être clairement spécifiées et accessibles.
- Les gouvernements devraient former des partenariats avec des entreprises de technologie et des acteurs non gouvernementaux afin de contrer les argumentations incitant à la haine et d’encourager l’utilisation des plateformes de débats.

⁸ Neumann, Peter R. (2013): ‘Options and Strategies for Countering Online Radicalization in the United States’, *Studies in Conflict & Terrorism*, 36(6): 431-459

⁹ Ibid.

¹⁰ Ibid.

Les loups solitaires

Dans un thème lié aux contenus extrémistes sur le net, les nouvelles tendances littéraires nous montrent que le phénomène du « loup solitaire » terroriste a mobilisé une attention croissante en Europe. Il s'agit là d'un problème d'envergure qui se développe sur le continent. Des groupes non-violents qui utilisent une rhétorique guerrière peuvent- même sans un appel explicite à prendre les armes- inspirer des actions violentes. Bien qu'aucune découverte n'ai été réalisée sur le loup solitaire ; il y a un point important qui fait toute la différence : si le fait de se joindre à une organisation terroriste n'a pas de connexion avec le fait d'avoir une maladie mentale, elle en a une énorme avec le fait d'être un loup solitaire.

Conseils:

- La menace terroriste du loup solitaire semble être en hausse. La politique de lutte contre le terrorisme et les professionnels doivent prendre en être conscients et apprendre à reconnaître ce type de profil.
- Un facteur important de ce processus de reconnaissance réside dans le fait que certains loups solitaires ont été atteints d'une maladie psychologique par le passé. La coopération entre les organismes hospitaliers et les autorités devrait donc être un sujet à débattre.
- Les loups solitaires ont tendance à se radicaliser sur le net, laissant ainsi des historiques de données considérables qui les rendent vulnérables et plus faciles à identifier par les services de polices.

Réhabilitation, Réintégration et Dé radicalisation

Après une attaque, le gouvernement ne se retrouve pas seulement confronté à l'opinion publique mais aussi à un groupe de victimes - celles qui ont été directement touchées par l'événement et qui ont subi des pertes et dommages physiques. Nous vous recommandons de consulter le manuel produit par le RAN (Réseau de sensibilisation à la Radicalisation) qui représente un guide complet sur la façon de réagir face à un groupe de victimes.

Les gouvernements européens doivent introduire des lois et des mécanismes qui visent à aider et à soutenir les victimes de futures attaques terroristes. Ces lois doivent s'adapter au contexte culturel des victimes ainsi qu'aux circonstances auxquelles elles font face. Elles doivent aussi garantir une plateforme de permanences ouvertes aux victimes.

L'incarcération des coupables

Un autre aspect crucial de l'approche "post-attaque" est de savoir quoi faire des coupables. Certains écrits soulignent le fait que la prison est également un endroit où les radicaux

trouvent de nouvelles recrues et où la théorie de la quête de l'importance (décrite par Kruglanski et al)¹¹ continue de marquer des points.

Compte tenu du fait que le milieu carcéral est propice à l'influence des discours radicaux, les œuvres littéraires s'accordent à dire que leur incarcération doit être organisée de telle sorte à ce que les contacts qu'ils entretiennent soient généralement minimales. Ce qui les empêche d'utiliser le milieu carcéral à leur avantage et rend le processus de réhabilitation et de réintégration d'autant plus simple à mettre en œuvre.

La recherche de l'importance décrit son influence sur le désir de radicaliser une potentielle recrue. Cette idée est particulièrement pertinente dans le contexte carcéral alors que son but est de contribuer au processus de déradicalisation et de réinsertion sociale. Les programmes de réhabilitation personnalisés qui détournent l'attention de l'individu de l'identité de groupe et de son attrait et qui sont axées sur le fait de tourner ses compétences vers un avenir positif (comme la formation professionnelle) ; se sont révélés très efficaces.

Conseils:

- Le système carcéral et la façon de traiter les prisonniers représentent des points importants.
- Mélanger les délinquants ayant commis des crimes « mineurs » et les sympathisants du radicalisme est totalement imprudent et pourrait avoir pour conséquence d'agrandir les cellules terroristes.
- Encourager les prisonniers à se focaliser sur leur développement personnels et détourner leur attention de leur groupe (par exemple en pratiquant du yoga ou de la méditation) est essentiel aux programmes de déradicalisation.
- Encourager les détenus à aborder l'avenir avec une perspective positive et se préparer à leur insertion professionnelle leur permet de trouver le rôle qu'ils peuvent jouer loin de ces groupes.
- Veiller à ce que les détenus soient traités avec respect leur évite d'entretenir un sentiment d'humiliation.

Les points ci-dessus donnent un aperçu des principales conclusions tirés des œuvres littéraires récemment publiées sur l'extrémisme et la radicalisation. Les chapitres suivants détaillent des exemples concrets de pratiques et de politiques mises en place dans d'autres pays Européens.

¹¹ Dugas, M. and Kruglanski, A. (2014): 'The Quest for Significance Model of Radicalization'

Visite des sites

Les programmes « Exit » « Hayat »

« Exit » et « Hayat » sont des programmes de lutte anti-extrémistes qui sont basés à Berlin et mis en œuvre par ZDK. Ils ont une base commune: dé radicaliser et réinsérer des personnes qui ont été en contact avec des groupes radicaux. Leur approche est pourtant différente : le programme « Exit » intervient sur les pratiques des mouvements radicaux de l'extrême-droite, tandis que « Hayat » apporte un soutien aux familles qui craignent que leurs enfants ne soient impliqués dans des activités extrémistes islamistes. Les deux sont en partie financés par le Ministère du gouvernement Allemand. Le compte-rendu complet sur « Exit » et « Hayat » peut être téléchargé à partir du site de TERRA. Ce qui suit est un résumé des points essentiels de ces deux programmes.

« Exit »

Le programme « Exit » a été fondée en 2000 en Allemagne par le criminologue et ancien détective de la police Bernd Wagner et l'ancien chef néo-nazi Ingo Hasselbach. Leur objectif étant de dé radicaliser ceux qui ont été impliqués dans le mouvement allemand d'extrême droite. Ils sont prêts à aider toute personne nécessitant leur aide mais se concentrent principalement sur la section supérieure de la hiérarchie au sein des groupes terroristes (leaders, responsables et les membres activement impliqués dans des attaques). Depuis le lancement du programme en 2000, l'Allemagne a traité plus de 500 cas, avec seulement 3%¹² de récidive.

Contexte, stratégie et structure

Le programme "Exit" a un double-objectif. Tout d'abord, il a sa propre stratégie de communication, explique clairement quelles sont ses démarches et il n'hésite pas à contrer les arguments de ces mouvements. Il tente d'obtenir un maximum de visibilité avec un minimum de financement. Un exemple de cette stratégie marketing est la campagne 'Trojan T-shirt ' menée au cours du festival de rock représentant ce genre d'idéologies, « Rocher Für Deutschland », l'organisation était surplace pour distribuer des t-shirts aux spectateurs. À première vue, ces T-shirts représentaient le logo de l'extrême-droite mais une fois passés à la machine le t-shirt laissait apparaître le message suivant : « Si ce T-shirt peut le faire, vous aussi » avec les coordonnées de l'association¹³. Ce coup marketing a porté ses fruits. Il a permis à l'association d'augmenter son influence et sa notoriété (son nombre d'adhérents a triplé)¹⁴.

¹² Dugas, M. and Kruglanski, A. (2014): 'The Quest for Significance Model of Radilcalization'

¹³ A Youtube film is available on this project: <https://www.youtube.com/watch?v=CSibsHKEP-8>.

¹⁴ Details of this and other similar campaigns can be found on Exit's website.

Ensuite, le programme fournit une aide directe à ceux qui le contactent. Le site internet de l'organisation¹⁵ est extrêmement détaillé quant à ses démarches et principes :

- a. Support psychologique et conseils. Cette aide vise à adopter une autre perspective de ce mouvement et à explorer d'autres alternatives. Selon « Exit » cette réflexion critique est « une partie cruciale du processus de désistement à l'idéologie. L'aide que l'association fournit dépend de la volonté même des concernés à couper tout contacts avec ces groupes».
- b. Protection contre les possibles attaques physiques menées par ces organisation contre ceux qui les quittent, ce qui implique également l'opportunité de déménager dans certains cas ou même de quitter le pays, changer d'identité et de recevoir une protection policière.
- c. Soutien d'ordre administratif notamment dans le cadre professionnel (trouver un nouvel emploi) et psychologique (trouver un organisme hospitalier pour traiter les personnes ayant besoin d'un soutien psychologique)
- d. Aucune aide financière ne peut être offerte.
- e. Aucune aide judiciaire ne peut être fournie non plus pour ceux qui ont été impliqués dans des événements violents et/ou criminels.

“Exit” mise sur des coups marketing et publicitaire à faibles coûts et ne prends jamais contact avec les groupes directement concernés. L'approche est passive car il est crucial que la volonté de quitter le groupe soit naturelle et spontanée. Cette volonté d'ouverture au message de l'association est considérée comme une condition préalable à un processus de sortie réussie. Dans certains cas, la coopération avec « Exit » est une condition à l'obtention d'une libération conditionnelle. Ces cas ne sont efficaces que s'il y a une volonté personnelle manifeste de se désolidariser de l'idéologie d'extrême-droite.

Surveillance des activités extrémistes

Une partie essentielle du travail des employés d'« Exit » est de suivre l'actualité de l'extrême droite pour garder une certaine crédibilité lors de leur intervention auprès des adhérents. Ce travail consiste, par exemple, à suivre ce qu'ils postent sur le net, observer les déplacements des partisans du mouvement ainsi que leur comportement lors des manifestations publiques. La plupart des travaux de l'organisation s'adresse aux leaders des groupes dont la tranche d'âge varie entre 25 et 60 ans.

Etablir un contact

Les premiers contacts se font généralement par téléphone. Après un premier entretien téléphonique, les membres du programme « Exit » rencontrent les personnes concernées, au sein de leurs infrastructures, chez eux ou en territoire neutres (cafés et places publiques).

¹⁵ Exit's English language website, <http://www.exit-deutschland.de/english/>.

Lors du premier contact, l'état d'esprit des personnes peut être très instable. Dans certains cas, elles prennent cette initiative lorsqu'elles doutent du fondement de l'idéologie. Dans d'autres cas, les personnes sont rattrapées par leur passé même des années plus tard. Ces deux extrêmes, et toutes les étapes entre les deux, sont référencés dans la base de données de l'organisation tout le long du processus.

Lors des premiers stades, « Exit » suit un processus prédéfini par l'organisation. Tout d'abord, une analyse de sécurité est réalisée afin de déterminer si l'individu est dangereux. Une approche est formulée en fonction de ses besoins. Les conseillers interviennent pour déterminer les objectifs à atteindre. Les limites sont clairement définies – pas d'aide financière ; ce qui rompt parfois le contact aux premiers stades d'intervention.

Cellules de conseils et soutien technique

Le travail quotidien d'« Exit » est de conseiller mais aussi d'apporter un soutien technique aux demandeurs. Cela implique que l'étendue de l'action peut passer de simples conseils pratiques à tout un processus administratif de changement d'identité, d'adresse, parfois de pays et aussi d'emploi pour les personnes exposées à des risques. Parfois, il s'agit simplement de quelqu'un qui a besoin d'en parler.

Les personnes peuvent se heurter à de véritables défis. Leur situation ayant entraîné une isolation totale de leurs cercles personnels, elles n'ont souvent plus d'emploi, d'amis, de famille ou de partenaire amoureux à qui se livrer. Comme la drogue et l'alcool peuvent avoir une influence sur la phase de pré-radicalisation, cette même addiction peut influencer sur leur bien-être général. A ce stade, avoir un conseiller à disposition est un outil précieux à l'intervention. Ré-établir un contact avec les proches peut s'avérer extrêmement bénéfique et les conseillers aident parfois à franchir le pas. Ils peuvent également fournir des coordonnées d'employeurs et, si nécessaire, de soutiens psychologiques adaptés.

La clé du succès

« Exit » doit son faible taux de récurrence à son approche pédagogique de l'idéologie et des arguments de l'extrême droite. Leurs services sont accessibles à certaines conditions- tout contact avec les mouvements d'extrême droite doit être rompu. Une fois qu'une relation de confiance est établie avec le client, les conseillers abordent l'idéologie de l'extrême droite en détail, en discutent et montrent ses failles. Ils encouragent à discuter d'une vision du monde plus diversifiée. En moyenne les contacts prennent fin entre 2 et 4 ans mais les dossiers ne sont jamais totalement clos- La fréquence de contacts peut varier de très régulière (plusieurs fois par semaines) à inexistante au fil des années.

Hayat

« Hayat » a été créé en 2011 sur la base d'expertise du groupe Allemand « ZDK » qui a rassemblé des informations sur les radicaux exerçant dans les groupes d'extrême droite. Il

s'agit, d'un programme de soutien des familles- souvent des mères - qui craignent qu'un ou plusieurs membres de leur famille, soient impliqués dans des réseaux Islamistes.

« Hayat » leur offre des conseils et un soutien confidentiel, souvent axé sur la prévention concernant les voyages vers des zones de conflits ou le fait d'y prendre part. Le contact reste confidentiel tant qu'aucune attaque n'est planifiée, dans le cas inverse, les autorités et les familles sont prévenues. Dans certains cas, « Hayat » encourage les familles à contacter les autorités d'elles-mêmes.

Contexte, stratégie et structure

L'engagement personnel de « Hayat » se répartit en trois points principaux. Leur stratégie marketing n'est pas aussi spectaculaire que celle d'« Exit » mais elle attire l'attention des groupes ciblés par leur campagne – Interview pour les magazines populaires de la presse féminine, par exemple. Par ailleurs, l'organisation intervient dans des institutions publiques telles que les écoles et les commissariats de police. Enfin, elle apporte son soutien aux personnes concernées.

Dans la même lignée que le programme « Exit », elle fait connaître son infrastructure mais n'approche pas les individus et préfère les laisser venir d'eux-mêmes. Une fois le contact établi, les professionnels évaluent les risques et tentent de savoir s'il y a une véritable tendance à la radicalisation ou si les personnes souhaitent simplement parler de leurs croyances religieuses.

Les flyers du groupe détaillent ses démarches comme suit :

- a. Conseiller, informer et écouter
- b. Faire la différence entre “vivre sa foi avec passion” et un fort sentiment d'inégalité qui mène à l'extrémisme et au terrorisme
- c. Assister dans le processus d'identification des risques et offrir un soutien pratique
- d. Soutenir et offrir de nouvelles perspectives

Pour les parents craignant que leur(s) enfant(s) aillent combattre en Syrie ou dont les enfants en reviennent; voici les trois principaux objectifs:

- a. Tentez de faire en sorte qu'ils annulent leur voyage de leur plein gré
- b. S'ils sont déjà là-bas: essayez de les dissuader de prendre part au combat et de rentrer.
- c. Assister les personnes dans leur retour et leur réintégration au sein d'un environnement social sûr et respectueux des droits de l'Homme.

« Hayat » est là pour soutenir les familles préoccupées par l'un de leurs membres, mais son travail comporte un élément essentiel : le lien familial comme élément de dissuasion.

Prise de contact

Le premier contact est généralement téléphonique. Le conseiller fait alors une évaluation de la situation. Beaucoup de cas concernent des personnes converties à l'islam et issues de familles qui partagent une foi différente ce qui suscite leur incompréhension et parfois même leur inquiétude. Alors, informer les familles sur la religion musulmane permet de les rassurer mais aussi d'éviter que la famille ne se divise. Cependant certains cas de figures sont plus inquiétants : un membre d'une famille musulmane peut basculer dans l'extrême et une personne convertie peut rejoindre des réseaux radicaux. Ces deux cas portent préjudice aux liens familiaux et constituent une caractéristique dans laquelle « Hayat » peut porter assistance.

Soutien pratique et psychologique.

Tout d'abord, « Hayat » effectue un contact téléphonique régulier avec les familles. Comme avec « Exit » la régularité des contacts peut varier. Les membres de « Hayat » soutiennent l'hypothèse que la sécurité, l'acceptation et l'appartenance sont les trois arguments généralement utilisés par les groupes radicaux. En encourageant la famille à entretenir ces mêmes principes, les personnes vulnérables ne sentent plus le besoin de les trouver en dehors de chez elles. Cette hypothèse constitue l'un des trois piliers sur lesquels repose le contact avec « Hayat ». Ensuite, l'organisation conseille les parents sur des questions pratiques- comme aider les rapatriés du combat étranger à trouver un environnement stable à leur retour (études, emploi). Enfin, l'aspect idéologique de la radicalisation est abordé, en essayant de modifier l'approche de l'individu radicalisé, par exemple, par contact avec la famille. Cela peut inclure fournir des contre-arguments, ou d'aider à promouvoir une vision positive du contexte social ainsi que soi-même.

Le contact avec les membres de la famille se fait dans la confidentialité – autrement dit, la personne soulevant les inquiétudes de son entourage ignore ces échanges car cela pourrait compromettre l'intervention. Le fond élémentaire est d'aider les proches à comprendre l'attraction au radicalisme. Pour ce faire, « Hayat » fournit des informations concernant l'Islam mais aussi sur ce que leur enfant trouve au sein de ces groupes. Les parents ont tendances à se sentir coupables dans ce genre de situations, les conseillers peuvent les aider à rétablir une base solide dans le noyau familial.

Récemment, "Hayat" a commencé à travailler avec un groupe de thérapie familiale afin d'explorer le fond de certains problèmes – d'ordre psychologiques, par exemple- et ainsi coopérer avec des professionnels qui pourront en comprendre la source.

Les objectifs de chaque cas différent. Parfois, l'objectif est d'empêcher quelqu'un de voyager vers des zones de conflits. Parfois, ils y sont déjà et dans ce cas il s'agira de les persuader de ne pas prendre part au combat et de préserver le lien familial lorsqu'il est sur le point d'être rompu.

Les clés du succès

Avec une telle organisation, « Hayat » gère des situations potentiellement dangereuses avec peu de ressources, et encourage le bien-être psychologique et social des groupes identifiés. Il s'agit là d'une ressource précieuse pour le gouvernement comme pour la population.

Aperçu de "Exit"

Exit est un programme de dé radicalisation né à Berlin et qui intervient depuis l'an 2000. Il vise à aider ceux qui veulent se désolidariser des mouvements d'extrême droite; en particuliers les leaders des mouvements.

Les objectifs:

- Contrer les arguments des discours d'extrême-droite
- Offrir un soutien pratique et psychologique aux personnes renonçant à ces mouvements

Les services:

- Soutien psychologique et consultations
- Protection policière, changement d'identité et déménagement
- Réinsertion professionnelle et suivi psychologique

Les principes:

- Participation volontaire
- Discussions ouvertes sur les croyances fondamentales des groupes d'extrême droite
- Conseils personnalisés

Aperçu de "Hayat"

Hayat est un programme de soutien aux familles né à Berlin, en Allemagne et qui exerce depuis 2011. Il vient en aide aux familles qui s'inquiètent de voir leur enfant basculer dans l'extrémisme Islamiste.

Les objectifs:

- Soutenir et conseiller les familles préoccupées par l'un de leur membre
- Favoriser les liens familiaux pour atténuer l'influence exercée par les groupes radicaux.

Les services:

- Soutien et suivi psychologique
- Soutiens pratiques tels que la coopération avec les infrastructures scolaires ou professionnelles pour offrir à l'individu un environnement plus stable

Les principes:

- Une base familiale saine peut prévenir et contrer la radicalisation à la racine

Plan détaillé des programmes « Hayat » et « Exit »

Si nous détaillons et tirons des enseignements de ces deux programmes susceptibles d'inspirer les responsables politiques européens, certains éléments clés doivent être pris en compte:

- **Les consultations individuelles.** Même si les objectifs diffèrent selon les cas, le fond reste le même – créer un contexte future positif qui contre l'influence des groupes radicaux
- **Accentuer le rôle de la famille.** Les deux organismes reconnaissent l'importance des liens familiaux dans la lutte contre l'extrémisme
- **L'importance du discours.** Les deux programmes s'accordent sur l'importance de la connaissance des discours radicaux. Ce savoir se révèle efficace pour mieux les contrer et offrir d'autres alternatives.
- **Cibler la menace sous toutes ses formes.** « Hayat » et « Exit » ont su contrer les deux formes de discours (Islamiste et d'extrême droite) ce qui a contribué à leur efficacité et à leur donner une image positive face à l'opinion publique.
- **Utilisation des outils modernes.** Les campagnes économiques et créatives des deux organisations ont contribué à sensibiliser l'opinion publique, à diffuser leur message et à jouir d'une certaine notoriété.
- **Une base populaire.** Les organisations populaires comme "Hayat" et "Exit" fournissent non seulement un soutien psychologique important mais étendent aussi les horizons de la sécurité avec un minimum de coopération des autorités et du corps légal. Cette collaboration se révèle nécessaire. Les organismes doivent être totalement transparents concernant ce type de partenariat.

Ces deux programmes ont une capacité d'adaptation à des contextes spécifiques ce qui les rend totalement flexibles aux politiques étrangères mais aussi à d'autres contextes culturels, politiques, démographique, circonstanciel et à d'autres formes d'extrémisme.

Le programme "Aarhus"

Le "Aarhus model" est une initiative Danoise créée par la ville d'Aarhus et la police de l'est de Jutland en 2007 pour contrer l'extrémisme. Son objectif vise à prévenir l'expansion de la radicalisation dans la région d'Aarhus et d'encadrer chaque personne dans son processus de réinsertion.

Contexte, stratégie et structure

Le programme « Aarhus » est le résultat d'une étroite collaboration entre la police de Jutland, le ministère des Affaires sociales et de l'emploi et le Département de l'enfance de la ville d'Aarhus. L'Université d'Aarhus, l'administration pénitentiaire, la clinique pour le SSPT et la cellule psychiatrique transculturelle et de la sécurité et service danois du renseignement (PET) comptent parmi la liste des partenaires de l'organisme.

L'initiative a été lancée en 2007 en réponse aux attentats du 7 Juillet 2005, à Londres. Son objectif initial est d'identifier les jeunes en voie de radicalisation et soutenir la prévention terroriste à l'échelle locale. La propagande de recrutement d'ISIL au Danemark a donné lieu à une approche plus spécialisée et nuancée. En 2013 Aarhus a donc commencé à élaborer des plans d'urgence pour faire face aux voyageurs en Syrie.

La prévention ciblée favorisée par le Danemark est unique en Europe. La plupart des pays européens ont proposé des lois pour arrêter les djihadistes en se basant sur leurs voyages en Syrie alors qu'au Danemark, se rendre en Syrie n'a rien d'illégal. En tant que deuxième plus grande ville du Danemark, Aarhus a accueilli des djihadistes internationaux et a connu des vagues de radicalisation dans le passé. Selon le rapport d'ICSR en 2015, le Danemark a compté le plus grand nombre de djihadistes parmi ses habitants en Europe après la Belgique: au début de l'année 2015, 27 citoyens Danois sur 1 million avaient rejoint le combat d'ISIL en Irak et en Syrie.

Cela a créé un besoin de renforcer des mesures d'intégration et d'améliorer des initiatives de lutte contre l'extrémisme ainsi que de créer des programmes de dé radicalisation efficaces.

La plateforme téléphonique "Infopoint"

La plateforme « Infohouse » est au cœur du modèle d'Aarhus. Elle soutient et informe les parents, enseignants et autres qui sont en contact avec des personnes jeunes et/ou vulnérables. Lorsque les parents ou les professionnels soupçonnent un individu d'être en proie à la radicalisation et / ou de s'enrôler à l'étranger, ils peuvent contacter l'Infopoint. Cette plateforme téléphonique est gérée par des professionnels qui encouragent et conseillent sur la meilleure façon de s'adresser à de potentielles nouvelles recrues des groupes radicaux.

Des ateliers pour les parents

Comme les parents sont souvent les premiers à remarquer et à réagir aux signes de radicalisation, Aarhus offre des ateliers fondés sur le dialogue qui peuvent compléter les réunions parents-enseignants à l'école. Ces ateliers prennent aussi la forme d'événements dans les clubs sportifs et associations où les jeunes se rendent. Il s'agit d'éduquer et

d'informer les populations mais aussi de mettre des plateformes d'échanges à disposition des parents pour qu'ils puissent se réunir, discuter et partager leurs inquiétudes. Il s'agit également de leur rappeler leurs responsabilités quant à l'éducation civique de leurs enfants, leurs fréquentations et leur utilisation de l'outil internet. Par ailleurs, on y informe les parents sur les formes de prévention qu'ils peuvent adopter et les coordonnées à contacter en cas de besoin.

De plus, "Aarhus" a développé un véritable réseau d'échange entre des parents ayant vu leurs enfants rejoindre des groupes radicaux. Chaque mois des réunions sont organisées. Le but de cette initiative est de les encourager à partager leur expérience avec d'autres personnes confrontées aux mêmes problèmes. Ce réseau peut les aider à trouver des réponses à leurs questions et à faire face à ce genre de situation.

Ateliers pour les professionnels

« Aarhus » sensibilise les professionnels en organisant des séminaires d'introduction à la lutte contre le radicalisme. Ces ateliers prennent la forme d'un séminaire de quarante-cinq minutes ou de discussions d'une heure et demi.

« Infohouse » offre ainsi une infrastructure locale axée sur le dialogue et l'échange afin de les sensibiliser aux premiers signes de radicalisation. Dans ces ateliers, les professionnels reçoivent des outils pour identifier et réagir à des changements de comportement et des signes alarmant. Ils soulignent également la responsabilité des travailleurs en contact avec les jeunes sur leur lieu de travail et les informe sur l'influence positive qu'ils peuvent avoir sur ces derniers en participant à leur éducation civique et en exprimant leur point de vue en ligne comme dans la réalité. Comme les parents, les professionnels reçoivent des informations sur les mesures de prévention possibles et les coordonnées à contacter en cas de besoin.

Les ateliers destinés aux jeunes

Aarhus met des ateliers de dialogue à disposition des élèves du cycle secondaire et des programmes d'éducation visant à les sensibiliser au problème. En 2012, Aarhus faisait la promotion de ses relations et du dialogue avec les élèves des cycles secondaires et primaires, pour les aider à contourner les milieux extrémistes.

Les instructeurs d'Aarhus spécialisé dans la prévention de la radicalisation et de la discrimination ainsi que les enseignants sont libres d'intervenir lors de ces ateliers. Les enseignants peuvent participer aux séminaires pour en tirer des leçons qu'ils dispenseront au sein de leur classe. Dans ce cas, « Aarhus » joue simplement le rôle d'une base d'information. Lorsque les enseignants manifestent le désir d'organiser un atelier, Aarhus leur envoie un manuel ainsi qu'un kit complet pour mener à bien leur préparation.

Les ateliers scolaires ont pour but de renseigner les élèves sur les sujets liés à l'extrémisme, la discrimination, les préjugés mais ils leur laissent également l'opportunité d'exprimer leur connaissances et leurs opinions personnelles.

Le système de parrainage

Depuis 2010, Aarhus offre un programme de parrainage qui permet une intervention anticipée dès le début du processus de radicalisation. Ce programme de soutien préventif s'adresse aux individus à tout stade du processus: Il cible les combattants de retour ainsi que les individus radicalisés non-violents et les jeunes individus qui pourraient adhérer à des mouvements politiques ou religieux extrémistes.

Le programme de parrainage obéit à la législation des services sociaux Danois, donc les informations sont transmises aux organismes sociaux. De plus, un mentor ne peut être sollicité que par demande officielle d'un assistant social travaillant avec Aarhus.

Le programme de «sortie »

Ce programme vise à aider les adultes lorsqu'ils quittent les réseaux extrémistes et souhaitent réintégrer la société. Il est flexible et s'adapte aux besoins de chaque personne qui le sollicite. Sa portée s'étend du dialogue et soutien psychologique à des actions concrètes telles que la réinsertion scolaire ou professionnelle. Il se base sur la volonté de l'individu et sur sa propre motivation à quitter ces réseaux. Ce dernier est encouragé à s'entretenir avec les autorités et à établir une relation de confiance avec elles. Le programme de parrainage est donc une composante du programme de sortie.

L'efficacité du modèle d'Aarhus est prouvée par une diminution réelle du nombre de combattants étrangers au cours des dernières années. Sa méthodologie est bien élaborée, ce qui le rend transférable à d'autres contextes.

Un aperçu d'”Aarhus”:

Aarhus est une initiative innovatrice dans la lutte contre l'extrémisme qui a vu le jour en 2007 grâce à la ville d'Aarhus et à la police de l'est de Jutland.

Objectifs:

- Prévenir la radicalisation des jeunes générations
- Soutenir la réhabilitation et la réintégration des « anciens combattants »

Services de la plateforme InfoHouse:

- La hotline “infopoint” pour les parents et les membres de l'école
- Des ateliers pour les parents, les enseignants et les jeunes
- Parrainage pour les jeunes en proie à la radicalisation
- Un processus de “sortie” pour les combattants et les adultes radicalisés

Principes:

- Dialoguer avec les communautés minoritaires et les individus vulnérables
- Participation sur base du volontariat
- Guider et conseiller les individus

Plan détaillé de “Aarhus Model”

Si nous détaillons et tirons des enseignements du modèle d’Aarhus susceptible d’inspirer les responsables politiques européens, certains éléments clés doivent être pris en compte:

- **La pluralité des organismes.** Aarhus se base sur la coopération étroite entre la police, les autorités nationales et divers départements de lutte contre l’extrémisme. Des structures clairement définies ont permis de passer au-dessus de certains problèmes, notamment de la communication entre les organisations.
- **Responsabiliser et éduquer la société.** Un des points forts du programme “Aarhus” est sa stratégie d’organiser des ateliers dans les écoles et de sensibiliser et d’informer le publique sur des problèmes controversés. Ce qui responsabilise et sensibilise non seulement les élèves mais tout le personnel qui encadre les écoles ainsi que les parents d’élèves.
- **Combiner prévention ciblée, dé radicalisation et réhabilitation.** Les initiatives menées par Aarhus relie la prévention et le dialogue à des programmes de “sortie” de réhabilitation et de réintégration. Ces programmes s’adaptent aux personnes concernées à n’importe quel stade de leur radicalisation.
- **Construire une relation basée sur la confiance.** Les principes clés de ce modèle sont le dialogue, les conseils et l’encadrement. Ils dépendent du niveau de confiance et de la volonté des individus. Les programmes sont exécutés dans une structure bien définie et transparente au sein d’un système autonome. Cela a conduit à une perception positive du modèle au sein de l’opinion publique.

Pour être effectivement mis en œuvre dans d’autres pays le modèle d’Aarhus devrait être adapté aux structures locales existantes.

La stratégie « Prevent »

“Exit”, “Hayat” et “Aarhus model” s’articulent autour de l’assistance individuelle. La prochaine initiative que nous allons décrire est une politique nationale basée sur la prévention ciblée.

Contexte, stratégie et structure

La stratégie de prévention appelée « Prevent strategy », lancée par le gouvernement britannique en 2007 en réponse aux attentats du 7 juillet, a une approche qui va au-delà des outils juridiques traditionnels appliqués dans la lutte contre le terrorisme. Elle met l'accent sur la phase préliminaire des procédures pénales par la promotion de la réactivité sociale, la lutte contre les idéologies extrémistes et leurs discours, le développement et la diffusion de contre-arguments et la réponse aux crises d'identité et griefs perçus par les personnes susceptibles d’être radicalisée.

En 2011, « Prevent » se définissait au travers de trois objectifs stratégiques spécifiques¹⁶:

- a. Lutter contre les racines idéologiques du terrorisme et faire face aux menaces de ceux qui en font la promotion
- b. Empêcher l’implication d’individu dans le terrorisme par anticipation et leur assurer un soutien à un stade précoce du processus de radicalisation
- c. Coopérer avec les institutions publiques et privées qui sont exposées à ces risques.

En 2011¹⁷ et 2013¹⁸, Prevent a développé son analyse de la dimension idéologique du terrorisme et de l'extrémisme. Comme les idéologies extrémistes non-violentes sont reconnues comme une passerelle vers le terrorisme¹⁹, les contester et soutenir les réseaux de lutte contre l'extrémisme est devenu un élément essentiel de la prévention. Des modifications récentes ont favorisée son intégration dans un large éventail de secteurs tels que l'éducation, le système judiciaire, les infrastructures religieuses, les organismes de bienfaisance, de la santé et sur Internet. En 2015, le gouvernement a concentré ses efforts sur le renforcement de la communication avec la société pour lutter contre la propagande extrémiste²⁰.

¹⁶ HM Government (2011): ‘Prevent Strategy’, Presented to Parliament by the Secretary of State for the Home Department, June 2011, https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/97976/prevent-strategy-review.pdf

¹⁷ HM Government (2011): ‘Prevent Strategy’

¹⁸ HM Government (2013): ‘CONTEST: The United Kingdom’s Strategy for Countering Terrorism – Annual Report’, Presented to Parliament by the Secretary of State for the Home Department, March 2013, https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/170644/28307_Cm_8583_v0_20.pdf

¹⁹ HM Government (2011): ‘Prevent Strategy’

²⁰ HM Government (2016): ‘CONTEST: The United Kingdom’s Strategy for Countering Terrorism: Annual Report for 2015’, Presented to Parliament by the Secretary of State for the Home Department https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/539684/55469_Cm_9310_P_RINT_v0.11.pdf

La loi de 2015 sur La lutte contre le terrorisme et pour la sécurité a réaffirmé le poids de la «Prevent Strategy » dans la société et en a fait une obligation légale pour les autorités, les fonctionnaires, écoles et autres institutions publiques²¹.

A l'échelle nationale le but de ce programme consiste à suivre des activités extrémistes, fournir des conseils de prévention et un appui financier à ses partenaires comme aux individus concernés. Ainsi l'organisation s'engage dans de nombreux domaines: elle effectue un travail de proximité et de sensibilisation dans les institutions locales. Cela inclus former et fournir des kits de formations aux enseignants et autres fonctionnaires souhaitant sensibiliser les personnes qui les entourent. L'organisation a également des plateformes de soutien comme le « Channel Program ». Les outils de diffusion sont contrôlés afin d'empêcher les extrémistes de propager leur idéologie²². Ils travaillent en étroite collaboration avec la police pour protéger les personnes vulnérables et pour réagir aux signes avant-coureurs de la radicalisation. Enfin, ils encouragent l'esprit critique et les campagnes orientées vers un esprit civique.

La résilience communautaire

Dans le but de réaliser des changements au sein de la société, le programme « Prevent » se concentre sur des projets de résilience communautaire bien définis. En plus de travailler avec des intervenants, il intervient sur le terrain et observe ce qui paraît suspect. Les intervenants gardent un œil sur la politique de leur municipalité (ceux qui distribuent des brochures et tracts dans la rue dans le but de rallier des jeunes à des causes extrémistes et ils alertent les écoles, autorités etc.). Ils encouragent l'esprit critique et à se tenir informer des stratégies de communications de ces groupes ainsi que de la façon dont ils opèrent et des arguments qu'ils utilisent (telle que la théorie du complot).

Entraînement des intervenants

Le siège social a développé une formation de base pour former et équiper les professionnels et intervenants à identifier les signes alarmant. Il y a un nombre croissant de WRAP accrédité (Atelier de sensibilisation et de prévention) et d'intervenants formés à encadrer les institutions du pays (commissariats, établissements scolaires et hospitaliers etc). Un intervenant est généralement assigné à une école où il travaille quotidiennement en conseillant les jeunes et en formant les enseignants sur place.²³

Le système de référencement « Channel Referral »

²¹ HM Government (2015): 'Revised Prevent Duty Guidance: For England and Wales', July 2015, https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/445977/3799_Revised_Prevent_Duty_Guidance__England_Wales_V2-Interactive.pdf, accessed 5 March 2016

²² Ghaffar Hussain (2015): 'Countering Extremism: Learning from the United Kingdom Model', Occasional Paper, Programme on Extremism

²³ HM Government (2015): 'The Prevent Duty: Departmental advice for schools and childcare providers', June 2015, https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/439598/prevent-duty-departmental-advice-v6.pdf

Ce système est une partie importante de l'initiative « Prevent ». Il s'agit d'un panel multi organisationnel qui vise à identifier et à venir en aide aux personnes en proie à la radicalisation. Le premier « Channel program » a commencé en 2007 avant d'être officiellement lancé à travers le pays de Galles et l'Angleterre en 2012. Depuis son introduction, quelque 4.000 personnes ont été signalées. Le contexte théorique de cette politique est qu'il est à la fois possible et nécessaire d'intervenir avant qu'une personne se radicalise.²⁴

« Channel » a donc créé un cadre propice à une intervention précoce. D'abord, ceux qui ont exprimés des idéologies extrémistes ou qui sont soupçonnés de devenir une menace sont signalés. Ensuite, selon le guide « Channel Duty Guidance »²⁵, le rôle du groupe est alors :

- a. D'identifier les individus qui constituent une menace;
- b. D'évaluer la nature et l'étendue de ce risque; et
- c. De développer un plan de soutien adapté à la personne concernée.

Tous les cas signalés sont donc évalués par l'organisation afin de déterminer leur profil et de les diriger vers les cellules adaptées à leur besoins. En 2010, le siège social du « Channel Program » et l'association des chefs de la police (ACPO, association of chief police officers) ont souligné quatre éléments d'identification des niveaux de risques de chaque individu²⁶ :

- a. L'exposition à des idéologies qui légitiment le recours à la violence
- b. La rencontre directe avec des groupes qui appuient leurs arguments sur des faits personnels douloureux concernant le passé de leur recrue.
- c. Une crise d'identité souvent déclenchée par une épreuve difficile
- d. La perception d'injustices socio-politiques qui ne semblent avoir pour solution que la violence

« Channel » est un système flexible qui s'adapte aux différents besoins des personnes à risque. Les activités concrètes qui sont incluses dans le support à l'individu s'ajustent aux ressources locales et aux besoins de celui-ci. Dans les cas dits « à hauts risques » un parrainage individualisé est assuré. La durée des programmes respectifs peut cependant varier entre quelques semaines et plusieurs mois, en fonction des résultats obtenus. Lors des interventions, les cas sont placés sous surveillance et évalués par des agents de l'organisation.

²⁴ Rashad Ali (2015): 'De-radicalization and Integration: The United Kingdom's Channel Programme', Occasional Paper, Programme on Extremism, October 2015

²⁵ HM Government (2015): Channel Duty Guidance: protecting vulnerable people from being drawn into terrorism', Statutory guidance for Channel panel members and partners of local panel

²⁶ HM Government (2010): 'Channel: Supporting individuals vulnerable to recruitment by violent extremists: A guide for focal partnerships'

Un aperçu de “Prevent”:

“Prevent” est l’un des quatre programmes adoptés par le gouvernement en réponse à la lutte contre le terrorisme, lancé en 2007 par le ministère de l’intérieur.

Ses objectifs:

- Dissuader les individus de prendre part à des activités violentes
- Contrer les racines idéologiques du terrorisme et ceux qui en font la promotion
- Intervenir dans des secteurs et institutions publiques considérées à hauts risques.

Ses mesures:

- Responsabilisation des mouvements populaires et des engagements civiques
- Intervention anticipée aux premiers stades de la radicalisation
- Devoir de prévention pour la police locale et les intervenants

Ses principes:

- Evaluation des risques avec l’appui du gouvernement
- Coopérer et dialoguer avec les institutions publiques
- Combattre les racines du terrorisme par intervention anticipée

Plan détaillé de “Prevent Strategy”

Si nous détaillons et tirons des enseignements du programme « Prevent Strategy » susceptible d’inspirer les responsables politiques européens, certains éléments clés doivent être pris en compte:

- **Avoir une approche ouverte.** “Prevent” se base sur une approche méticuleuse pour contrer l’extrémisme sous toutes ses formes. Elle combine l’engagement de la communauté avec une contre-argumentation des idéologies extrémistes et des méthodes d’interventions anticipées de la radicalisation.
- **Partenariat avec les institutions publiques** En insistant sur l’importance des institutions publiques « Prevent » permet une identification rapide des personnes vulnérables. Les professeurs, gardiens de prisons et les personnes travaillant dans les instituts psychiatriques ont été identifiés comme partenaires clés dans le processus d’intervention.
- **Encourager la collaboration entre les organisations** “Prevent Strategy” est basée sur une approche multi-organisationnelle, ce qui permet une collaboration entre le gouvernement national, la police, les autorités locales et les institutions publiques.
- **Utiliser l’expertise de l’interdisciplinarité.** La politique de « Prevent » est fondée sur les preuves et l’étude de différentes disciplines et sur la transformation du savoir académique en règles pratiques. Son système de référencement utilise également un panel interdisciplinaire pour évaluer la vulnérabilité des personnes identifiées.
- **Encourager la pensée critique.** Il est important d’encourager l’esprit critique au sein du système éducatif pour prévenir la radicalisation et stimuler la résilience. Elle influence la construction des identités: elle peut conduire à la cohésion sociale et favoriser une meilleure compréhension des valeurs universelles.
- **Rester flexible.** La stratégie a bénéficié d’un haut degré de flexibilité et d’une capacité à s’adapter rapidement à des contextes et risques différents.

Pour être effectivement mis en œuvre dans d’autres pays et contextes Prevent doit être adapté aux structures locales et des particularités culturelles.

La politique d'intégration des Pays-Bas

Le dernier point que nous avons analysé est la politique d'intégration nationale aux Pays-Bas. Contrairement aux autres bonnes pratiques (« Exit » « Hayat » « Aarhus » et « Prevent ») la politique d'intégration néerlandaise n'est pas directement liée à la radicalisation. Cependant, elle est pertinente dans la perspective de création d'un contexte social qui ne laisse pas de place à un terrain fertile pour la polarisation et la radicalisation²⁷. L'intégration positive permet l'existence d'une société unie et donc difficile à influencer.

Contexte, stratégie et structure

Le gouvernement néerlandais a une vision unique de l'immigration et de l'intégration²⁸: Ce dernier n'hésite pas à déclarer la fierté qu'il tire des citoyens néerlandais issus de l'immigration et qui contribuent à la société. L'intégration commence par le choix de vivre aux Pays-Bas. Dès leur arrivée, les immigrants s'approprient les valeurs communes et fondamentales du pays, ses principes de base, les droits et les devoirs de la société néerlandaise – la participation à la vie civique, l'éducation, l'emploi et l'acquisition de la langue néerlandaise sont des aspects cruciaux d'une intégration réussie. En outre, pour aider les immigrants, les citoyens néerlandais sont encouragés à créer des opportunités pour eux et à interagir activement avec eux pour empêcher le parallélisme et faciliter leur intégration.

Être un citoyen néerlandais signifie également vivre selon les limites de la démocratie. Au sein de ces limites, tous les citoyens néerlandais partagent les mêmes droits et sont libres de vivre selon leurs propres idées culturelles et religieuses. Tout le monde reçoit l'égalité des chances pour évoluer, réussir, participer et être autonomes. Par conséquent, le système éducatif néerlandais soutient la motivation et l'optimisme des jeunes à jouer un rôle actif dans la société et amplifie leur connaissance.

Afin de soutenir l'intégration positive, le Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi (c.-à- Ministère SAE) a lancé son « Agenda » en 2013²⁹ qui comporte trois piliers:

(a) promouvoir la participation et l'autonomie, (b) fixer des limites claires et améliorer le système éducatif, et (c) encourager les interactions entre citoyens et l'appropriation des valeurs communes³⁰. Ces points sont appliqués par le biais de différents programmes pertinents selon TERRA et seront donc explicités ci-dessous. Ces points soulignent la vision globale du gouvernement sur l'intégration. Pour plus de détails, vous pouvez consulter les documents gouvernementaux des Pays-bas sur « l'agenda d'intégration ».

Le ministère utilise connaissances et recherches pour encourager les politiques d'intégration. Ces recherches tentent de trouver des réponses aux questions que suscitent le processus d'intégration telles que : « quand une personne est-elle considérée comme totalement

²⁷ The Netherlands (2015): Letter of the Ministry SAE: Progress Agenda Integration, p.3

²⁸ The Netherlands (2013): Letter of the Ministry SAE: Agenda Integration, pp.1-6

²⁹ Ibid.

³⁰ The Netherlands (2015): Ministry SAE: Overview of the Progress Agenda Integration

intégrée ? ». Les changements que suscite l'intégration doivent être identifiés, analysés et soulignés comme une structure fondamentale de sa compréhension³¹. Promouvoir et soutenir la discussion autour de ce thème est une base que le gouvernement néerlandais ne peut ignorer s'il souhaite parfaire ce processus et éviter qu'il ne bascule du mauvais côté³².

Le premier pilier de l'intégration: Encourager la participation à la vie collective et l'autonomie

Le premier pilier de la politique d'intégration néerlandaise vise à optimiser la participation active des immigrants dans la société. Ils doivent donc répondre à certains critères avant de pouvoir en faire partie:

- a.) Chaque immigrant, qui ne vient pas de la zone économique européenne, la Suisse ou la Turquie et qui veut vivre aux Pays-Bas pendant une période prolongée doit participer à un cours d'intégration³³. Les objectifs civiques de ce cours permettent une meilleure contribution sociale ainsi que l'autonomie individuelle et une meilleure adaptation à la vie professionnelle. Connaître la langue du pays est fondamental.
- b.) les immigrants de l'UE, qui n'ont pas l'obligation de participer aux cours d'intégration sont informés sur les sujets qui concernent les droits des ressortissants européens sur le territoire néerlandais et les valeurs du pays.

Tous les immigrants doivent signer une déclaration de participation civique. On leur apprend leurs droits et leurs devoirs ainsi que les valeurs du pays d'accueil, ce qui encourage leur responsabilisation et leur permet de savoir ce qui est attendu d'eux.

Afin d'aider à leur insertion professionnelle, le gouvernement investit beaucoup dans la prévention du chômage chez les jeunes immigrants. De plus, les autorités néerlandaises ont améliorées les liens entre les immigrants, la société et les institutions publiques.

Le deuxième pilier de l'intégration: Définir les limites et améliorer l'éducation

Le deuxième pilier tend à définir des limites claires pour ceux qui violent les valeurs fondamentales de la nation mais aussi à encourager l'éducation de celle-ci. La criminalité parmi les jeunes immigrants s'explique bien souvent par un manque d'éducation, l'absence d'un exemple à suivre et un taux de réussite faible voire inexistant dans leur entourage.

³¹ Knowledge platform Integration & Society (in Dutch Kennisplatform Integratie & Samenleving) (2016): Year report 2016, 'The contentious refugee' (in Dutch 'De omstreden vluchteling'), Webpage: <http://www.kis.nl/sites/default/files/bestanden/Publicaties/kis-jaarbericht-2015-web.pdf>

³² TERRA, 'Site visit: Interview Knowledge platform Integration & Society', March 2016

³³ Rijksoverheid (2015): 'New in the Netherlands' (in Dutch 'Nieuw in Nederland'), Webpage: <https://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/nieuw-in-nederland/inhoud/inburgering-en-integratie-van-nieuwkomers>

Pour faire face à la criminalité chez les jeunes, l'Agenda contient des programmes d'identification anticipée des risques ainsi que de prévention contre la récidive des anciens détenus par le biais d'activités sportives, la présentation de modèles à suivre et le support des parents. Le rôle des parents est un élément clé dans l'éducation des enfants. Cette politique les responsabilise donc sur le thème de leur réussite³⁴. Ainsi les professeurs et les parents issus de l'immigration coopèrent étroitement pour assurer la réussite des jeunes générations³⁵.

Troisième pilier d'intégration: Encourager les interactions avec la société et l'internalisation des valeurs du pays

Le troisième pilier de la politique d'intégration concerne l'égalité des citoyens et la liberté de leur choix. Point soutenu par le premier article de la Constitution³⁶ du pays. La société néerlandaise en constante évolution, exige des discussions régulières sur le pluralisme et la citoyenneté (valeurs de base).

Les valeurs fondamentales de l'Etat sont claires, fortes et assurent à la nation un vivre-ensemble basée sur l'entente. Les écoles sont chargées de dispenser des cours d'éducation civiques pour que chacun soit informé de ses droits, devoirs et des limites à respecter sur le territoire néerlandais. Le gouvernement a également mis certains programmes afin d'informer ses ressortissants sur leur libertés de culte, d'éducation et sexuelle.

De plus, le gouvernement a élaboré un programme national d'action interdisciplinaire pour lutter contre la discrimination³⁷. Les initiatives de lutte contre la discrimination ont été conçues pour sensibiliser le public aux effets négatifs de celle-ci et pour améliorer l'approche des municipalités et organisations sociales la concernant. En outre, ces initiatives visent à renforcer la résilience communautaire et des jeunes, l'accessibilité aux services d'aide et la volonté de signaler la discrimination.

Enfin, le gouvernement aborde les tensions sociales entre les différents groupes. Il en va de même pour la lutte contre la radicalisation, nous allons le décrire plus en détail. Les tensions sociales entre les différentes communautés sont, par exemple, résolues par le renforcement du dialogue, par la promotion de la coopération gouvernementale avec les dirigeants de ces groupes et en soutenant les municipalités dans leur approche au sujet du salafisme. L'Agenda réunit des informations sur les interventions de radicalisation et sur les partenaires possibles pour régler les tensions sociales. Le gouvernement, par exemple, a développé

³⁴ The Netherlands (2013): Ministry SAE: Agenda Integration, p.4

³⁵ Ibid.

³⁶ The Netherlands, 'The Constitution of the Kingdom of the Netherlands', Article 1

³⁷ The Netherlands (2016): Ministry of the Interior and Kingdom relations: 'National Action Programme to Combat Discrimination'

« l'unité experte » de stabilité sociale (à savoir ESS), qui soutient le gouvernement national, les municipalités, les professionnels et les communautés d'immigrants par le biais de leur expertise et conseils pratiques^{38, 39}.

Le programme d'action global participe également au développement de l'ESS dans la lutte contre le djihadisme⁴⁰. Pour ce programme d'action, huit mesures préventives ont été mises en œuvre⁴¹: «coopérer avec la communauté musulmane; renforcer les réseaux nationaux et locaux; soutenir les citoyens concernés; soutenir les établissements d'enseignement; mettre un centre d'expertise sur les tensions sociales et la radicalisation en place; intervenir pour prévenir la radicalisation des jeunes dans les zones à risque; mobiliser et renforcer la résistance de la population face à la radicalisation et aux tensions sociale; et encourager les débats sociaux sur les règles de droit ».

Evaluation indépendante

Certains organismes étudient et observent l'intégration des immigrants pour soutenir la réussite du projet « Agenda Integration ». Ils peuvent être considérés comme des instruments d'évaluation indépendants⁴². Néanmoins, il est difficile d'évaluer si une politique d'intégration est efficace et évite l'isolement. Les effets de la politique d'intégration néerlandaise diffèrent entre les communes et les quartiers, et sont donc souvent trop complexes pour tirer des conclusions générales.

L'un de ces centres de recherches « Knowledge platform Integration & Society » (KIS), est coordonné par deux instituts de recherche renommés, l'Institut Verwey-Jonker et Movisie^{43,44}. KIS aspire à créer une société stable et multiforme, dans laquelle la différence est la bienvenue. En se basant sur des données factuelles, il fournit des conseils théoriques et pratiques aux décideurs politiques nationaux et locaux, aux professionnels, aux groupes d'immigrants et au grand public. KIS a une fonction de portail, il informe le public sur les recherches et mise en place d'interventions. Il mobilise ses connaissances sur les

³⁸ The Netherlands (2016): Ministry of the Interior and Kingdom relations: 'National Action Programme to Combat Discrimination'

³⁹ Expertise-unit Social Stability (in Dutch Expertise-unit Sociale Stabiliteit) (2016): Webpage: <http://www.socialestabiliteit.nl>

⁴⁰ The Netherlands (2014): Ministry of Security and Justice and Ministry SAE: 'The Netherlands Comprehensive Action Programme to Combat Jihadism', p.18

⁴¹ Ibid., pp.16-20

⁴² TERRA, 'Site visit: Interview Knowledge Platform Integration & Society', March 2016

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Knowledge platform Integration & Society (in Dutch Kennisplatform Integratie & Samenleving) (2016): Webpage: <http://www.kis.nl>

débats, les articles et les blogs pour savoir ce qui s'adapte le mieux aux nécessités sur le terrain.

Un autre centre appelé «Intégration» (« Integration » en anglais) fournit des informations actualisées sur six indicateurs d'intégration (âge, origine ethnique, éducation, emploi, cadre de vie et taux de criminalité⁴⁵). De plus, l' « Agenda » utilise des instituts de recherche sociale (par exemple, le Bureau du Plan Social et Culturel), qui enquêtent sur les groupes d'immigrants et déterminent quelles politiques s'adaptent au contexte observé.

Malgré la difficulté d'évaluer la politique d'intégration, le gouvernement collabore avec ces centres de recherche et s'en inspire pour que leurs politiques restent efficaces et à jour. Cela permet également à la population d'y participer, de recueillir des informations, d'alerter les responsables politiques des mesures à mettre à jour, ou de la nécessité de créer de nouvelles lois.

⁴⁵ Neighborhood monitor Integration (in Dutch Buurtmonitor Integratie) (2016): Webpage of the Ministry SAE: <http://www.buurtintegratie.nl>

Aperçu de la politique d'intégration au Pays-Bas

Une intégration positive permet à une société unie d'exister et de résister aux messages des groupes radicaux.

Ses objectifs:

- Encourager l'autonomie et la participation des immigrés au sein de la société néerlandaise.
- Etablir les limites légales du territoire par le biais de l'éducation, de la sensibilisation des parents et de l'information
- Encourager l'interaction entre les différentes communautés et l'assimilation des valeurs de la société.

Son contenu:

- Différents programme ciblés sur des éléments spécifiques et ayant pour but: des cours d'intégration (notamment apprendre la langue du pays), encourager les immigrés de la zone européenne, faire baisser le chômage chez les immigrants, améliorer leur relation avec les institutions sociales, faire baisser la criminalité, améliorer le système éducatif, cours d'éducation civique, contrer la discrimination et les tensions sociales
- Le développement de centre de recherches dédiés à l'étude et au suivi de l'intégration et qui servent de bases de données au gouvernement

Ses principes:

- Le gouvernement Néerlandais est fier de ses citoyens et de ses immigrants qui contribuent à la vie civique du pays et il le dit clairement
- L'intégration commence par le choix de vivre au Pays-Bas
- Tous les immigrants doivent s'approprier les valeurs du pays, ses principes de bases, faire valoir leur droits et respecter leur devoir
- Les Néerlandais sont encouragés à créer des opportunités pour les immigrés et à les aider dans leur intégration à la société.
- Les citoyens sont égaux aux yeux de la législation et sont libres de vivre selon leur milieu culturel et religieux dans les limites du respect de la loi.
- Les lois sont mises à jour et s'adaptent aux tendances observées car elles se basent sur les évaluations continues menées par les centres de recherches.

Plan détaillée de la politique d'intégration au Pays-Bas

Si nous détaillons et tirons des enseignements de la politique d'intégration des Pays-Bas susceptible d'inspirer les responsables politiques européens, certains éléments clés doivent être pris en compte:

- **Donner de l'importance aux valeurs** La politique d'intégration néerlandaise fait la promotion de la cohésion sociale, de la tolérance et des droits de l'Homme. Cette morale fondée sur les valeurs du pays représente un outil de prévention essentiel : cela empêche les sentiments d'injustice et les crises identitaires de s'enraciner dans les pensées et aide la a rester société forte et unie face aux menaces radicales.
- **Trouver le juste milieu entre integration et assimilation.**
 - **Promouvoir la participation collective et l'autonomie des individus.** Les cours d'intégration, d'insertion professionnelle et autres programmes soutenus par les institutions sociales aident considérablement les immigrants à devenir des citoyens actifs et indépendants.
 - **Définir les limites et améliorer l'éducation.** Cette politique s'attaque aux racines de la criminalité par l'amélioration du système éducatif et en mettant un point d'honneur sur la participation aux cours d'éducation civique.
 - **Assurer un système interactif et l'assimilation des valeurs fondamentales** Les citoyens néerlandais participent à l'intégration des immigrants, ce système d'échange et de partage encourage la cohésion sociale et empêche les sentiments de discrimination ainsi que les tensions sociales.
- **Un système d'évaluation soutenu.** Avec l'aide des centres de recherches, le gouvernement garde un suivi du processus d'intégration sur son territoire et met à jour les lois qui le concernent.

Conseils politiques basés sur les faits

Adapter la lutte contre l'extrémisme aux défis d'aujourd'hui

Sur la base de notre recherche documentaire, notre expérience et nos entretiens au cours des visites sur place, nous recommandons la stratégie, la structure, les partenaires et les tactiques clés suivants:

Stratégie

1. **Avoir une approche globale.** Les discours d'extrême droite et des groupes Islamistes ont tendances à amplifier la haine d'un côté comme de l'autre, raison pour laquelle il est important d'adopter une approche globale pour contrer toutes les formes d'extrémisme. Nous recommandons aux gouvernements de lutter contre la radicalisation à toute étape de son processus que Moghaddam a exprimé dans son analyse sur les échelons du terrorisme ce qui nécessite de combiner : la sensibilisation et les politiques de prévention ; les techniques de prévention et d'intervention anticipée et de faire appel à des programmes de dé radicalisation et de réhabilitation.
2. **Cibler les sources de l'extrémisme.** Au lieu de s'attaquer aux symptômes avec des mesures axées sur la finalité, les politiques anti-terroristes doivent régler le problème de crise d'identité et de sentiments d'injustices et faire la promotion de la cohésion sociale sans oublier d'encourager au dialogue sur ces idéologies qui doivent faire l'objet de débat et ainsi être démantelée. Les personnes vulnérables doivent trouver un sentiment d'appartenance et d'importance en dehors de ces groupes, ainsi elles ne se laisseront pas influencer par leur discours.
3. **Encourager la collaboration entre les organisations.** Coopération et communication entre les responsables politiques, les autorités locales et les travailleurs en contact avec le public, sont les principes de base.
4. **Contre l'extrémisme en ligne et hors-ligne.** ISIS excelle à relier le recrutement et la propagande en ligne et hors ligne. Pour que les efforts de lutte contre le terrorisme soient plus efficaces, il est important de renforcer l'interaction des programmes sur le net et dans la vie réelle.
5. **Soutenir les mouvements populaires:** Les organisations populaires sont souvent plus à même à intervenir, prévenir et participer aux processus de dé radicalisation. Les programmes qui sont explicitement gérés par le gouvernement ont un taux de sollicitude beaucoup plus élevé. De plus, ces organisations sont plus crédibles - et donc plus efficaces.
6. **Garantir la transparence, la responsabilité et le respect des droits de l'Homme.** Une approche fondée sur des valeurs universelles fondamentales, la transparence, des systèmes d'évaluations impartiaux sont nécessaires pour établir une relation de confiance entre les organismes et le public.

7. **Communiquer les succès.** L'efficacité des mesures de lutte contre l'extrémisme dépendent de la communication et de l'opinion publique. Il est important de développer une stratégie de communication forte qui rend les succès des programmes de lutte contre l'extrémisme visible.

Structure

1. **Dépolitisée.** Nous recommandons des approches qui vont au-delà des politiques conventionnelles et d'engager activement la société. En particulier, les spécialistes⁴⁶ et les familles⁴⁷ car ils ont été reconnus comme des acteurs clés de la lutte contre le terrorisme par les universitaires et les experts. En adoptant une approche multi-organisationnelle, le public est plus sensibilisé et plus réactif, à condition de définir des principes clairs et bien délimités.
2. **Dé-Sécurisée.** Favoriser les mesures positives aux mesures négatives et répressives, rend la lutte contre l'extrémisme efficace et aide à construire une image publique positive. Les mesures ciblées ont tendance à aliéner les communautés minoritaires qui se sentent visées de façon disproportionnée⁴⁸.
3. **Localisée.** Le niveau et la nature des menaces varient entre les régions au sein même d'un pays. Il est donc important d'habiliter les autorités locales et les intervenants à s'adapter aux tendances et contextes démographiques par le biais d'instructions claires permettant une vision globale définie, régulière et cohérente.
4. **Internationalisée.** Afin de lutter efficacement contre l'insurrection djihadiste internationale et l'augmentation rapide de l'extrémisme des mouvements d'extrême droite à travers le monde, nous devons renforcer la coopération internationale et créer des solutions globales.

Les partenaires clés

1. **Créer des partenariats entre les secteurs publics et privés.** Collaborer avec le secteur privé en particuliers avec les agences multinationales de hautes technologies et de communication peut aider à étendre l'impact des contre-arguments qui discréditent les discours des extrémistes⁴⁹

⁴⁶ Russell, J. and Theodosiou, A. (2015): 'Counter-Extremism: a Decade from 7/7', Quilliam, www.quilliamfoundation.org/wp/wp-content/uploads/publications/free/counter-extremism-a-decade-on-from-7-7.pdf

⁴⁷ Initiatives such as Families Against Terrorism and Extremism (FATE) have brought together families of terrorism victims and families of foreign fighters to join forces in the fight against radicalisation and extremism (<http://www.findfate.org/>).

⁴⁸ Russell, J. and Theodosiou, A. (2015): 'Counter-Extremism: a Decade from 7/7'

⁴⁹ Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces and the Swiss Federal Department of Foreign Affairs (2016): 'Preventing Violent Extremism Online Through Public-Private Partnerships' April 2016, <http://www.quilliamfoundation.org/wp/wp-content/uploads/publications/free/summary-report-panel-discussion-on-preventing-violent-extremism.pdf>.

2. **Former les professionnels et les familles.** Les spécialistes et les familles peuvent être des confidents, des sources de motivation, ils peuvent avoir un impact sur les personnes influencées et sont donc des partenaires essentiels dans la lutte contre la radicalisation. Bien que la stratégie « Prevent » du Royaume-Uni ait attribué une grande importance aux professionnels, les réseaux comme « familles contre le terrorisme et l'extrémisme » (FATE) ont réussi à amplifier le rôle des familles dans la prévention de la radicalisation et la lutte contre l'extrémisme.
3. **Encourager les jeunes à prendre des initiatives.** Fournir aux jeunes une plate-forme et amplifier leurs voix peut les aider à initier des mouvements populaires et des récits alternatifs qui dissuadent leurs pairs de se joindre à des groupes extrémistes. Des initiatives telles que «Extremely together» (extrêmement unis), lancées récemment par la Fondation Kofi Annan, démontrent que les jeunes peuvent jouer un rôle de leader dans la lutte contre l'extrémisme.

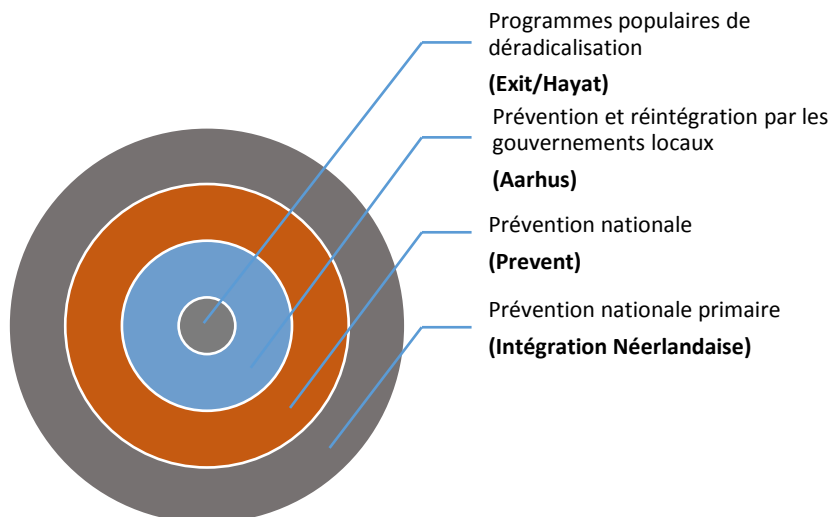
Tactiques

1. **Tirer des leçons des politiques étrangères.** Les gouvernements ont la possibilité d'apprendre des pratiques étrangères de lutte contre l'extrémisme partout dans le monde. Une prise de conscience des initiatives efficaces et des enseignements tirés à l'étranger, ainsi qu'une nouvelle approche du problème peuvent améliorer de manière significative la lutte contre l'extrémisme.
2. **Observer les faits et innover.** L'expérimentation et l'innovation sont encouragées dans le domaine de la lutte contre l'extrémisme, cependant elles doivent se faire en s'appuyant sur des approches et études intellectuelles détaillées dans bon nombre de livres au cours de cette décennie.
3. **Rester flexible et proactif** dans le cadre d'environnements en évolution rapide où les défis peuvent changer sur une base quotidienne. Maintenir des structures souples, être réactif et développer des boucles de réactions et de communication efficaces peut aider à agir rapidement.

Plan détaillé de TERRA

Le guide de TERRA a présenté un modèle dans lequel l'individu vulnérable peut être considéré comme un noyau enfermé dans une série d'anneaux représentant le degré d'exclusion de l'individu au sein de : la famille, des amis, du contexte professionnel et social

Les bonnes pratiques décrites dans ce document peuvent être visualisées de manière similaire. Une intégration et une cohésion sociale réussie représentent un contexte propice à la prévention anticipée de la discrimination et à une résilience active de la société. La stratégie « Prevent » représente la prévention ciblée au niveau national et le modèle de déradicalisation « Aarhus » la façon dont les gouvernements locaux peuvent fournir une approche de la lutte contre la radicalisation et pour la réinsertion. « Exit » et « Hayat » travaillent à un niveau individuel, avec les familles pour prévenir et lutter contre la radicalisation, ou pour fournir un soutien pratique quand un individu souhaite quitter ces groupes et se réinsérer dans la société.



Bien que chacun de nos quatre programmes de peut s'appliquer de façon indépendante, la combinaison des quatre forme une approche globale de la lutte contre la radicalisation. Elle représente une question très complexe et multidimensionnelle et elle nécessite une réponse à multiple facette. Une stratégie efficace doit donc adopter une approche globale qui combine la prévention primaire (atténuer les sentiments d'injustice, renforcer la société civile résilience), la prévention ciblée (mise en place de systèmes d'orientation et de programmes d'intervention anticipé) et des programmes de déradicalisation.

Premier niveau: Prévention primaire nationale, cohésion sociale et intégration

Point de repère: La politique d'intégration néerlandaise

1. **Développer une définition nationale du terme "intégration"**. Cette définition devrait inclure des objectifs et des résultats attendus qui correspondent à une intégration réussie. Notez que les définitions doivent être mises à jour en fonction du contexte actuel; des dialogues réguliers sur la définition appropriée sont nécessaires.
2. **Promouvoir l'assimilation et l'intégration**. Mettre en œuvre des politiques et des programmes qui (1) soutiennent les immigrants dans leur contribution à la société, (2) préviennent et luttent contre les violations des valeurs fondamentales de la société en délimitant ses limites, en améliorant le système éducatif et en mettant l'accent sur le rôle des parents, et (3) qui soutiennent les interactions positives entre les groupes et l'assimilation des valeurs fondamentales de la société néerlandaise. Les programmes spécifiques de mise au point de l' « Agenda » néerlandais pourraient être une véritable source d'inspiration.
3. **Gérer les tensions sociales**. Prendre des mesures contre les tensions sociales et la radicalisation en s'appuyant sur l'exemple Néerlandais. L'unité d'expertise de stabilité sociale néerlandaise soutient les municipalités, les professionnels et les communautés dans leurs perspectives de prévention par le biais des huit mesures préventives du programme des Pays-Bas sur la lutte contre le djihadisme.
4. **Favoriser les mécanismes d'évaluation régulière**. S'assurer que les politiques d'intégration sont fondées sur des preuves. Pour y parvenir, nous recommandons que les représentants développent et soutiennent les centres de recherches neutres et indépendants qui sont des outils d'analyse pratiques et spécifique au contexte de chaque pays.

Niveau 2: Prévention nationale ciblée et intervention anticipée

Point de repère: Le programme “Prevent” en Grande Bretagne

1. **Développer une stratégie globale, adaptée et cohérente.** Développer une politique de prévention de l'extrémisme national cohérente qui aborde toutes les formes d'extrémisme (extrême-droite et islamistes, non violentes et violentes) et qui s'adapte aux défis et niveaux de risque spécifiques, tout en maintenant une vision globale.
2. **Avoir une approche sur le long-terme.** Lutter contre les sources de l'extrémisme en abordant tous ce qui mène au processus de radicalisation: crise d'identité, injustices, recruteurs charismatiques, récits et idéologies extrémistes.
3. **Définir les responsabilités de chacun.** Trouver un modèle de coopération approprié entre les décideurs nationaux, les autorités locales et la société avec une délimitation claire des responsabilités de chacun et une communication efficace.
4. **Communiquer efficacement.** Communiquer les succès des programmes de prévention, maintenir un haut degré de transparence et un système équilibré.
5. **Favoriser la cohésion sociale.** Prévenir les crises identitaires et les sentiments d'injustices au moyen de programmes de cohésion sociale, de dialogues inter-religieux et d'initiatives de prévention primaire dans les établissements publics.
6. **Contrer les discours et les réseaux extrémistes.** Déstabiliser les réseaux de recruteurs extrémistes et encourager les initiatives locales pour contrer leurs récits et ouvertement défier leurs idéologies.
7. **Investir dans l'éducation.** Former et encourager les spécialistes en contact avec le public à sensibiliser les individus aux discours extrémistes, à encourager la pensée critique, à détecter et réagir aux signes de la radicalisation. Eduquer et sensibilisé les personnes vulnérables contribue à promouvoir la cohésion sociale et à renforcer la résistance contre les stratégies de communication extrémistes.
8. **Développer les mécanismes de prévention.** Mettre en place un système de référencement des personnes qui présentent des signes de radicalisation, faire appel à un groupe interdisciplinaire impartial pour déterminer le degré de vulnérabilité et adapter à la fois le contenu et la durée de dé radicalisation aux besoins de chaque individu.

Niveau 3: Dé radicalisation locale, Réhabilitation et Réintégration

Point de repère: Le programme "Aarhus"

1. **Favoriser le dialogue et la confiance.** Créer un contexte de coopération locale qui favorise le dialogue, l'orientation et le parrainage. Construire la confiance entre toutes les parties prenantes est indispensable à l'efficacité de tout programme; le dialogue continu avec les minorités et les personnes vulnérables est cruciale.
2. **Renforcer la coopération inter-organismes.** Une coopération étroite entre les autorités locales, la police et les travailleurs de première ligne est importante pour un programme complet et efficace de lutte contre l'extrémisme.
3. **Informier et promouvoir l'éducation.** Rendre l'information au sujet de la radicalisation facilement accessible ; sensibiliser et organiser des ateliers pour les professionnels et les personnes vulnérables peut être une stratégie de prévention efficace.
4. **Créer des programmes de dé radicalisation ajustables** Élaborer des programmes de dé radicalisation et de réadaptation qui s'adaptent à tous niveaux de radicalisation et aux besoins spécifiques des individus.
5. **Assurer une transparence et une communication intelligente.** Maintenir le niveau le plus élevé possible de transparence sans compromettre la vie privée des bénéficiaires du programme. Choisir avec soin les chaînes et représentants qui communiquent avec le grand public.

Niveau 4: Interventions populaires, Dé radicalisation et Réhabilitation

Points de repères: programmes « Hayat » et « Exit »

1. **Intervenir au cas par cas.** Soutenir des programmes d'interventions personnalisées. Celles-ci pourraient inclure des centres de conseil, un soutien pratique et des organisations de soutien aux familles.
2. **Assurer des prestations professionnelles.** Tous les services de soutien et d'intervention devraient être fournis par des thérapeutes professionnels, des psychologues ou des travailleurs sociaux. Il est important de maintenir un standard qualitatif et des systèmes d'évaluations pour assurer la protection des personnes vulnérables.
3. **Faciliter la collaboration inter-organismes.** Toute initiative peut être effective si elle n'est pas isolée et si elle est intégrée dans une structure commune qui facilite la collaboration entre les écoles, la police et le gouvernement local et national.
4. **Maintenir la transparence des relations.** Tous ces services doivent être liés entre eux mais doivent communiquer en toute transparence avec le public et les groupes concernés.
5. **Financer mais ne pas médiatiser.** Bien qu'il soit tout à fait approprié - et même souhaitable - que les organismes gouvernementaux financent des initiatives

populaires- car elles apportent une contribution essentielle à la sécurité- on ne devrait pas s’y référer comme « programme gouvernemental ». Faire la promotion de cette image peut amener les individus et groupes ciblés à tourner le dos à ces organisations. Considérer le programme comme faisant parti de la politique du gouvernement nécessite donc une réflexion approfondie.

Conclusion

Nous espérons que ce document permet de comprendre l’importance de chaque élément à prendre en compte lorsque l’on souhaite envisager une approche efficace de la lutte contre l’extrémisme. D’autres recherches sont nécessaires afin de bien comprendre les méthodes de travail de ces initiatives- qui écrivent des manuels sur le sujet et forment des populations à soutenir un système comparable à celui utilisé à Aarhus, ou pour les intervenants qui s’engagent dans le soutien des familles comme au sein du programme « Hayat ». Toutefois, le bon fonctionnement des pratiques décrites ici indiquent les secteurs qui nécessitent l’attention des décideurs politiques européens ; et offrent un indice du potentiel qu’un programme comprenant les quatre niveaux pourrait représenter.

Bibliographie

Documents gouvernementaux

City of Aarhus (2015): ‘Workshop Packages Overview’,
<https://www.aarhus.dk/~media/Subsites/Antiradikaliseringsindsats/Dokumenter/Workshops.pdf>

City of Aarhus (2015): ‘How we work with anti-radicalization in Aarhus municipality’,
http://www.aarhus.dk/sitecore/content/Subsites/Antiradikaliseringsindsats/Home/Saadan-arbejder-vi.aspx?sc_lang=en

European Parliament (2015): ‘“Foreign fighters”: Member States’ responses and EU action in an international context’, European Parliament Briefing, <http://www.europarl.europa.eu/EPRS/EPRS-Briefing-548980-Foreign-fighters-FINAL.pdf>

Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces and the Swiss Federal Department of Foreign Affairs (2016): ‘Preventing Violent Extremism Online Through Public-Private Partnerships’, April, <http://www.quilliamfoundation.org/wp/wp-content/uploads/publications/free/summary-report-panel-discussion-on-preventing-violent-extremism.pdf>

HM Government (2010): ‘Channel: Supporting individuals vulnerable to recruitment by violent extremists: A guide for focal partnerships’,

<http://tna.europarchive.org/20100419081706/http://security.homeoffice.gov.uk/news-publications/publication-search/prevent/channel-guidance?view=Binary>

HM Government (2015): 'Channel Duty Guidance: protecting vulnerable people from being drawn into terrorism', Statutory guidance for Channel panel members and partners of local panels, https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/425189/Channel_Duty_Guidance_April_2015.pdf

HM Government (2010): 'Communities and Local Government Committee: Prevent programme backfiring in local communities', <http://www.parliament.uk/business/committees/committees-archive/clg/clgpn100330/>

HM Government (2013): 'CONTEST: The United Kingdom's Strategy for Countering Terrorism – Annual Report', Presented to Parliament by the Secretary of State for the Home Department, https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/170644/28307_Cm_8583_v0_20.pdf

HM Government (2016): 'CONTEST: The United Kingdom's Strategy for Countering Terrorism: Annual Report', Presented to Parliament by the Secretary of State for the Home Department, https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/539684/55469_Cm_9310_PRINT_v0.11.pdf

HM Government (2011): 'Prevent Strategy', Presented to Parliament by the Secretary of State for the Home Department, June, https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/97976/prevent-strategy-review.pdf

HM Government (2009): 'Project CONTEST: The Government's Counter-Terrorism Strategy', House of Commons, Ninth Report of Session 2008-09, <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200809/cmselect/cmhaff/212/212.pdf>

HM Government (2015): 'Revised Prevent Duty Guidance: For England and Wales', https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/445977/3799_Revised_Prevent_Duty_Guidance__England_Wales_V2-Interactive.pdf

HM Government (2015): 'The Prevent Duty: Departmental advice for schools and childcare providers', https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/439598/prevent-duty-departmental-advice-v6.pdf

Library of Congress (n.d.): 'Treatment of Foreign Fighters Under Selected Jurisdictions: Country Surveys', http://www.loc.gov/law/help/foreign-fighters/country-surveys.php#_ftn75

The Danish Government (2014): 'Prevention of radicalisation and extremism: action plan', September, <http://www.justitsministeriet.dk/sites/default/files/media/Pressemeddelelser/pdf/2015/SJ20150422125507430%20%5BDOR1545530%5D.PDF>

The Danish Government (2011): 'Denmark's deradicalisation efforts', Fact Sheet, Ministry of Refugees, Immigration and Integration Affairs, August,

<https://www.nyidanmark.dk/NR/ronlyres/8A7278CB-EFAD-43CC-B6E4-EE81B8E13C6D/0/factsheetderadicalisation.pdf>

The Netherlands (2015): 'Letter of the Ministry SAE: Progress Agenda Integration', The Hague

The Netherlands (2013): 'Letter of the Ministry SAE: Agenda Integration', The Hague

The Netherlands (2016): 'The Constitution of the Kingdom of the Netherlands',
<https://www.government.nl/documents/regulations/2012/10/18/the-constitution-of-the-kingdom-of-the-netherlands-2008>

The Netherlands (2014): 'Ministry of Security and Justice and Ministry SAE: 'The Netherlands Comprehensive Action Programme to Combat Jihadism',
https://english.nctv.nl/currenttopics/press_releases/2014/dutch-government-strengthens-actions-to-combat-jihadism-and-radicalisation.aspx

Articles académiques et livres

Agershou, T (2015): 'Preventing Radicalization and Discrimination in Aarhus', *Journal for Deradicalisation Winter 2014/15(1)*

Alam, Y. and Husband, C. (2013): 'Islamophobia, community cohesion and counter-terrorism policies in Britain', *Patterns of Prejudice* 47(3): 235-252

Bangstad, S. (n.d): '*Anders Breivik and the Rise of Islamophobia*', Z books

Bjorgo, T. and Carlsson, Y. (2005): 'Early Intervention with Violent and Racist Youth Groups', *The Norwegian Institute of International Affairs*,
http://kms1.isn.ethz.ch/serviceengine/Files/ISN/27305/ipublicationdocument_singledocument/55c2201f-87c3-47cc-a96ce0504007cd0c/en/677.pdf.

Blackwood, L., Hopkins, N., Reicher, S. (2012): 'Divided by a Common Language? Conceptualizing Identity, Discrimination, and Alienation' in *Restoring Civil Societies: The Psychology of Intervention and Engagement Following Crisis*, First Edition, Edited by Jonas, K., J. and Morton, T., A.

Boutellier, H. (2016): 'De omstreden vluchteling. Jaarbericht 2015', *Knowledge platform Integration & society*, Utrecht

Briggs, R. and Feve, S. (2013): 'Review of Programs to Counter Narratives of Violent Extremism', *Institute for Strategic Dialogue*

Brown, K., E. and Saeed, T. (2015): 'Radicalization and counter-radicalization at British universities: Muslim encounters and alternatives', *Ethnic and Racial Studies* 38(11): 1952-1968

Bundsgaard, J. (n.d.): 'The Aarhus Model: Preventing Radicalisation in Denmark', *The European Network Against Racism*, <http://www.enargywebzine.eu/spip.php?article395>

Butt, R. and Tuck, H. (2014): 'European Counter-Radicalisation and De-radicalisation: A Comparative Evaluation of Approaches in the Netherlands, Sweden, Denmark and Germany', *Institute for Strategic Dialogue*

Bertjan, D., Loseman, A. and Bos, K. (2013): 'Determinants of radicalization of Islamic youth in the Netherlands: Personal uncertainty, perceived injustice, and perceived group threat', *Journal of Social Issues* 69(3): 586-604

Clark, M. and Moskalenko, S. (2014): 'Toward a profile of lone wolf terrorists: What moves an individual from radical opinion to radical action', *Terrorism and Political Violence* 26(1): 69-85

Clark, M. (2012): 'Testing theories of radicalization in polls of US Muslims.' *Analyses of Social Issues and Public Policy* 12(1): 296-311

Craig M., Thomas, E., F. and Louis, W., R. (2012): 'Are they terrorist sympathizers or do they just disagree with the war on terror? A comment on testing theories of radicalization in polls of US Muslims.' *Analyses of Social Issues and Public Policy* 12(1): 316-319

De Wolf, A., and Doosje, B. (2010): '*Aanpak van radicalisme. Een psychologische Analyse*', Amsterdam

Dugas, M. and Kruglanski, A. (2014): 'The Quest for Significance Model of Radicalization; Implications for the Management of Terrorist Detainees', *Behavioural Sciences and the Law* 32: 423-439

Emma F., T. and Craig, M., and Winnifred, L. (2013): 'Social interaction and psychological pathways to political engagement and extremism', *European Journal of Social Psychology* 44(1): 15-22

Feddes, A. R., Mann, L., & Doosje, B. (2015): 'Increasing self-esteem and empathy to prevent violent radicalization: a longitudinal quantitative evaluation of a resilience training focused on adolescents with a dual identity', *Journal of Applied Social Psychology* 45(7): 400-411

Fukuyama, F. (2006): 'Identity, immigration, and liberal democracy', *Journal of Democracy* 17(2): 4-20

Gartenstein-Ross, D. (2014): 'Lone Wolf Islamic Terrorism: Abdulhakim Mujahid Muhammad (Calros Bledsoe) Case Study', *Terrorism and Political Violence* 26: 110-128

Gielen, A. (2015): 'Supporting Families of Foreign Fighters. A Realistic Approach For Measuring the Effectiveness', *Journal for Deradicalisation* 2: 39-91

Heath-Kelly, C. (2013): 'Counter-Terrorism and the Counterfactual: Producing the 'Radicalisation' Discourse and the UK PREVENT Strategy', *The British Journal of Politics and International Relations*, 15(3): 394-415

Hegemann, H. and Kahl, M. (2015): 'Constructions of Effectiveness and the Rationalization of Counterterrorism Policy: The Case of Biometric Passports', *Studies in Conflict & Terrorism*, 38(3): 199-218

Hindle, G. (2009): 'Prevent and Intelligence', RUSI Analysis, <https://www.rusi.org/go.php?structureID=commentary&ref=C4ADEF3390A96C#.VXIUNPIVikp>

Hussain, G. (2015): 'Countering Extremism: Learning from the United Kingdom Model', Occasional Paper, Program on Extremism

Jeff, V., Adelman, J., R. and Matthews, M. (2012): 'Psychological factors associated with support for suicide bombing in the Muslim diaspora', *Political Psychology* 33(6): 791-809

Jensen, M., T. (2006): 'Jihad in Denmark: An Overview and Analysis of Jihadi Activities in Denmark 1990-2006', *Danish Institute for International Studies: Working Paper 35/2006*

Khader, N. (2014): 'The Danish Model for Prevention of Radicalisation and Extremism', *Hudson Institute*

Koehler, D. (2014): 'Right Wing Extremist Radicalization Processes: the Former's Perspective', *Journal Exit Deutschland, Zeitschrift für Deradikalisierung und demokratische Kultur* 1/2014: 20-40

Kühle, L. and Lindekilde, L. (2010): 'Radicalisation Among Young Muslims in Aarhus', *Aarhus University Centre for Islamism and Radicalisation*,

Kundani, A. (2009): 'Spooked! How not to prevent violent extremism', *Institute of Race Relations*, <http://www.irr.org.uk/pdf2/spooked.pdf>

Lindekilde, L. (2015): 'Refocusing Danish counter-extremism efforts' in *Counter-Radicalisation: Critical Perspectives*, edited by Baker-Beall, C., Heath-Kelly, C. and Jarvis, L.

Lindekilde, L. (2012): 'Value for Money? Problems of Impact Assessment of Counter-Radicalisation Policies on End Target Groups: The Case of Denmark', *European Journal on Criminal Policy and Research* 18(4): 385-402.

Marion, V., S., Sieckelinck, S., and de Winter, M. (2013): 'Ideals adrift: an educational approach to radicalization.' *Ethics and Education* 8(3): 276-289

Meloy, Reid J., and Jessica Yakeley (2014): 'The violent true believer as a 'lone wolf'—psychoanalytic perspectives on terrorism.' *Behavioral sciences & the law* 32(3): 347-365

Muro, D. (2015): 'Healing through Action? The Political Mobilization of Victims of Al Qaeda-Inspired Violence in Spain and the United Kingdom', *Studies in Conflict & Terrorism* 38(6): 478-493

Mansour, A. (2014): 'Mum, I'm Fighting For Allah Now', *Journal Exit Deutschland, Zeitschrift für Deradikalisierung und demokratische Kultur* 3/2014: 24-28

McGilloway, A., Ghosh, P., & Bhui, K. (2015): 'A systematic review of pathways to and processes associated with radicalization and extremism amongst Muslims in Western societies', *International Review of Psychiatry*, 27(1): 39-50

- Moghaddam, F., M. (2005): 'The Staircase to Terrorism: A Psychological Exploration', *American Psychologist* 60(2): 161-169
- Moghaddam, F. and Breckenridge, J. (2011): 'The Post-Tragedy 'Opportunity-bubble' and the Prospect of Citizen Engagement', *Homeland Security Affairs*
- Moghaddam, F., (2012) 'The Omnicultural Imperative' *Culture and Psychology* 18(3): 304-330
- Mullins, S. (2012): 'Radical Attitudes and Jihad: A Commentary on the Article by Clark McCauley (2012) Testing Theories of Radicalization in Polls of U.S. Muslims', *Analyses of Social Issues and Public Policy* 12(1): 312-315
- Mullins, S. (2012): 'Iraq versus lack of integration: understanding the motivations of contemporary Islamist terrorists in Western countries', *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 4(2): 110-133
- Neumann, P., R. (2013): 'Options and strategies for countering online radicalization in the United States', *Studies in Conflict & Terrorism*, 36(6): 431-459
- Ramalingam, V. (2014): 'Old Threat, New Approach', *Institute for Strategic Dialogue*
- Rashad, A (2015): 'De-radicalization and Integration: The United Kingdom's Channel Programme', Occasional Paper, Program on Extremism
- Rashid, N. (2014): 'Giving the silent majority a stronger voice? Initiatives to empower Muslim women as part of the UK's 'War on Terror'', *Ethnic and Racial Studies* 37(4): 589-604
- Robinson, R. (2010): 'Liberty's response to the Home Office consultation on the Prevent strand of the UK counterterrorism strategy', *Liberty*, December, <https://www.liberty-human-rights.org.uk/sites/default/files/response-to-home-officeconsultation-on-prevent-january-2011.pdf>
- Russell, J. and Theodosiou, A. (2015): 'Counter-Extremism: a Decade from 7/7', *Quilliam Foundation*
- Sageman, M. (2011): '*Leaderless jihad: Terror networks in the twenty-first century*', University of Pennsylvania Press
- Schmid, A., P. (2013): 'Radicalisation, de-radicalisation, counter-radicalisation: A conceptual discussion and literature review', ICCT Research Paper 97
- Sirseloudi, M. (2012): 'The meaning of religion and identity for the violent radicalisation of the Turkish diaspora in Germany', *Terrorism and Political Violence* 24(5): 807-824
- Spaaij, R. (2010): 'The enigma of lone wolf terrorism: An assessment', *Studies in Conflict & Terrorism* 33(9): 854-870
- Wagner B. (2013): 'Kriminalistische Grundlagen der Deradikalisierungsarbeit: Ein einleitender Beitrag zur ersten Ausgabe des Journal EXIT-Deutschland', *Journal EXIT-Deutschland, Zeitschrift für Deradikalisierung und demokratische Kultur* 1/2013: 1-16

Williamson, H. (2014): 'Radicalisation to retreat: responses of the young to austerity Europe', *International Journal of Adolescence and Youth* 19(1): 5-18

Young, H., Rooze, M., Holsappel, J. (2014): 'Translating Conceptualizations Into Practical Suggestions: What the Literature on Radicalization Can Offer to Practitioners', *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology* 21(2), 212.

News Articles and Online Documents

Bundsgaard, J. (n.d.): 'The Aarhus Model: Preventing Radicalisation in Denmark', *The European Network Against Racism*, <http://www.enargywebzine.eu/spip.php?article395>

Casciani, D. (2014): 'Analysis: The Prevent strategy and its problems', *BBC News*, August 26, <http://www.bbc.co.uk/news/uk-28939555>

EXIT (n.d): 'EXIT: Ausstieg aus der rechtsextremen Szene', *EXIT Bulletin* 2/2002

Halliday, J. and Dodd, V. (2015): 'UK anti-radicalisation Prevent strategy a 'toxic brand'', *The Guardian*, March 9, <http://www.theguardian.com/uk-news/2015/mar/09/anti-radicalisation-prevent-strategy-a-toxic-brand>

Henley, J. (2014): 'How do you deradicalise returning Isis fighters?', *The Guardian*, November 14, <http://www.theguardian.com/world/2014/nov/12/deradicalise-isis-fighters-jihadists-denmark-syria>

Hooper, S. (2014): 'Denmark introduces rehab for Syrian fighters', *Al Jazeera*, September 7, <http://www.aljazeera.com/indepth/features/2014/09/denmark-introduces-rehab-syrian-fighters-201496125229948625.html>

Khaleeli, H. (2015): 'You worry they could take your kids': is the Prevent strategy demonising Muslim schoolchildren?', *The Guardian*, 23 September 2015, <https://www.theguardian.com/uk-news/2015/sep/23/prevent-counter-terrorism-strategy-schools-demonising-muslim-children>

Mansel, T. (2015): 'Returning Jihadis: a Danish solution?', *BBC World Service Documentary*, July 5, <http://www.bbc.co.uk/programmes/p02vjpf1>

Mansel, T. (2015): 'How I was de-radicalised', *BBC World Service*, July 2, <http://www.bbc.com/news/magazine-33344898>

Powell, A. (2015): 'The Aarhus Model: How Denmark Prevents Jihad Fighters', July 20, <http://borgenproject.org/aarhus-model-denmark-prevents-jihad-fighters/>

TERRA (2016): 'Site visit: Interview Knowledge Platform Integration & Society', March

